ISSN 0024-7650

*Philippines*

# nouvel échec d'un coup d'Etat : derrière Aquino, Ramos se renforce

p. 16

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 974 - 31 janvier 1987 - prix : 6 F

**URSS :**

**la "démocratisation" façon Gorbatchev, pourquoi ? et pour qui ?**

(p. 6)

## Négociations salariales

# Chirac voudrait bien revaloriser la fonction des syndicats, pas les salaires de la fonction publique

M 6189 - 974 - 6 F

# SOMMAIRE


**DANS LE MONDE**
**Page 5**
• La disparition de Nahuel Moreno.
**Page 6**
• URSS :
La "démocratisation" façon Gorbatchev.
Pour quoi et pour qui ?
**Page 7**
• Grande Bretagne :
Il n'y a plus que des grévistes... au numéro que vous demandez.
**Page 16**
• Philippines :
Nouvel échec d'un coup d'Etat. Derrière Aquino, Ramos se renforce.
**EN FRANCE**
**Page 8**
• Editorial des bulletins d'entreprise.
• Hausse des loyers.
**Page 9**
• Ceux qui possèdent plus de 100 milliards de centimes sont passés de 16 à 26 en un an.
**Page 10**
• Grève contre le projet de statut des "maîtres-directeurs".
• Peignage Amédée Prouvost (Roubaix)
**Page 11**
• Dans les entreprises : Dim (Autun), RVI (Vénissieux)
**Page 12**
• Dans les entreprises : Caisse nationale d'assurance des travailleurs salariés.
• UAP (Paris La Défense).
**Page 13**
• Dans les entreprises : SNCF, RATP, Thomson-Vélizy.
**LOISIRS ET CULTURE**
**Page 14**
• Films : *"Dieu ne croit plus en nous", "Welcome in Vienna", "Santafé", "La Mouche", "L'étrangère".*
**Page 15**
• Livres : *"Galilée, le messager des étoiles".*
Quelques romans policiers...


**LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.**

**Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.**

**Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.**

**Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.**

**C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.**


**LUTTE OUVRIÈRE**

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20 000 F - Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 16.000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)
Commission Paritaire des Publications n° 64995.



**Adresser toute correspondance à :**
**LUTTE OUVRIÈRE**
**B.P. 233**
**75865 PARIS CEDEX 18**


**Abonnements et soutiens :**
**Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.**
**Virements postaux à : Michel RODINSON, CCP PARIS 6851 10 R.**

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

**pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F**

**LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE**
**Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI**
**Abonnement pour un an (France) : 80 F**

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

_____ Code Postal _____

*Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.*

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

# En bref

## C'est pas la crise pour tout le monde

On connaissait déjà les feux d'artifice du 14 juillet sur la Seine. Maintenant, on en est aux feux d'artifice privés offerts, toujours sur la Seine, par des sociétés privées. C'est la maison Hermès (foulards, maroquinerie, articles de luxe) qui a payé ce petit extra, samedi 24 janvier en soirée, à ses clients installés sur trois bateaux-mouches et sur le pont des Arts et aux badauds parisiens agglutinés sur les berges.

On ne sait pas combien a coûté cette petite réjouissance, mais on sait qu'en quatre ans, le chiffre d'affaire d'Hermès a presque doublé. Comme tous les vendeurs de produits de luxe, il fait des affaires. Au point que, pour dissimuler le bénéfice, il n'a rien trouvé de mieux que... de le faire partir en fumée !

Une preuve de plus que, au moment où les pauvres sont de plus en plus pauvres, les riches, eux, sont de plus en plus riches.

## Un procureur pas dans la ligne

Le procureur de Valence est menacé par le ministre de la Justice d'une mutation d'office comme substitut au tribunal de Bobigny. Ce magistrat, âgé de soixante ans, membre du Syndicat de la Magistrature, avait, lors de la première séance de l'année du tribunal, consacré son discours au problème de la drogue, en observant notamment **"les effets pervers de toutes les interdictions".** Chalandon qui, lui, préconisait il n'y a pas longtemps la prison pour les drogués, n'a pas apprécié.

Le procureur de Valence demande à être entendu pour sa défense par la commission de discipline du parquet. Le procureur Apap, c'est son nom, s'était déjà fait remarquer il y a quelques années en refusant en toute légalité de présenter ses papiers d'identité à un contrôleur du TGV. Il avait été emmené au commissariat central de Valence à sa descente de train...

Bref, un procureur sur la mauvaise voie.

Trop de scrupules ou de plaisanteries, mal venues de la part d'un homme chargé de maintenir l'ordre social des riches.

## Où sont passés les usagers ?

La première chaîne de télévision vendue au privé, c'est pour bientôt. Le bétonneur Bouygues s'est offert des pages entières des journaux pour faire savoir qu'il est prêt à s'offrir TF1. Selon les sondages, la population et en particulier les téléspectateurs sont en majorité opposés à cette vente.

Lorsqu'il s'agissait des grèves des transports ou de l'EDF, le gouvernement criait très fort à la "défense des usagers". Mais là, il a l'air d'oublier que la télé aussi, ça a des usagers.

C'est qu'en fait, les seuls usagers qu'il connaisse, ce sont les gros pleins de fric de la Bourse. Eux, ils ont leur mot à dire sur la télé et à la télé... en proportion de leur compte en banque.

## NOUVELLE ANNÉE ET VIEILLES RECETTES
## Les patrons prévoient plus de profits grâce à plus de licenciements

**L'Expansion,** revue économique des milieux d'affaires, a publié dans son numéro de la mi-janvier un article intitulé **"Les profits avant l'emploi".**

Il s'agit d'une enquête réalisée auprès de 460 patrons employant chacun plus de 100 travailleurs. Les résultats de cette enquête se passeraient presque de commentaires: pour 1987, 62% de ces patrons sont optimistes pour leurs profits mais 39% de ces mêmes patrons prévoient de licencier. Autrement dit, il y en a un bon nombre qui ont l'intention d'augmenter leurs profits tout simplement en jetant des travailleurs à la rue. 24% disent vouloir augmenter leurs effectifs. Mais, même si l'enquête n'en dit rien, on peut parier que, parmi ces derniers, il y en aura un bon nombre à faire appel aux TUC et autres PIL, évidemment.

Eh oui, comme l'affirme **L'Expansion, "les patrons se disent très satisfaits. (...) L'horizon leur paraît très dégagé. Salaires tenus, baisse des taux d'intérêts, diminution des impôts, libération des prix et des changes, production en hausse... Ils s'attendent à regonfler leurs profits pour la quatrième année consécutive".** Et cette revue a beau ajouter qu'il y a **"deux grosses déceptions: l'investissement qui tarde à repartir, l'emploi qui risque de continuer à se dégrader",** ces deux "déceptions" ne sont que larmes de crocodile auxquelles ce magazine ne croit d'ailleurs même pas.

A preuve, le dessin illustrant "l'indice d'humeur" des patrons: on y voit un patron plus qu'hilare...

## Le monde capitaliste doit sauver son âme

Le pape voudrait moraliser le système bancaire mondial. Et dans un récent document le Vatican regrette la trop grande dureté de cœur du Fonds Monétaire International vis-à-vis des pays sous-développés.

A vouloir que les pays pauvres, qui ont péché par gourmandise, se rachètent sans délai, on risque l'enfer. Il faut, dit l'Eglise, des mesures d'urgence pour éviter *"les défauts de payement susceptibles d'ébranler le système financier international".*

Car le monde capitaliste doit sauver son âme, c'est-à-dire son système bancaire, en *"s'inspirant de l'évangile",* pour *"consentir des délais, remettre partiellement des dettes"...*

N'est-ce pas là, d'ailleurs, l'exemple de notre sainte mère l'Eglise elle-même ? On avait par exemple appris, il y a un an, au moment de l'affaire Boutboul, comment la Mission Etrangère de France avait pardonné à la mère de Darie Boutboul, trempée dans un scandale financier, la disparition de quelque 10 à 17 millions pris sur les profits coloniaux de ladite Mission, en Asie.

Et non contente de prêcher la miséricorde aux banquiers des pays riches, l'Eglise condamne la corruption sans scrupule des gouvernants des pays du Tiers Monde. Car les financiers du Vatican, eux, ont des scrupules, puisqu'on en a retrouvé un, il y a quelques années, pendu sous un pont de Londres. Bouffi de remords,... ou aidé par le ciel.

## Après eux plus de déluge

Quand on invoque la sécheresse du Sahel, c'est le plus souvent pour dénoncer les techniques de ses habitants qui contribuent à la désertification, pourtant loin d'en être seules responsables.

Par contre, on est beaucoup moins bavard sur les "techniques" des pays industrialisés. Ce sont pourtant ces techniques de l'industrie qui font que, selon les experts, il y aura pénurie d'eau d'ici 30 ou 40 ans dans 80 pays.

Ce qui est en cause n'est pas tant l'augmentation de la consommation domestique (en Europe, de 20 litres par habitant et par jour au début du siècle, à 110 litres aujourd'hui — 1 500 litres à New-York...) que la consommation d'eau industrielle: 6 300 litres par personne et par jour aux Etats-Unis. Selon les industries, de 60 à 80% de cette eau est rejetée polluée, ce qui nécessite toujours plus d'eau propre pour diluer le polluant...

Les causes sont connues; les conséquences aussi. On pollue aujourd'hui et, dans quelques dizaines d'années, cela sera peut-être une bonne source de profits pour les "purificateurs" d'eau... Les industriels de l'or blanc, quoi !

## NÉGOCIATIONS SALARIALES:

# Chirac voudrait bien revaloriser la fonction des syndicats, pas les salaires de la fonction publique

A au sortir de la grève des cheminots, une négociation salariale vient d'avoir lieu entre le ministre de la Fonction publique, Hervé de Charette, et les syndicats de fonctionnaires. Cette négociation n'a pas donné grand-chose de concret, certes, car le gouvernement ne veut pas, en augmentant ses propres salariés, faire une brèche dans les profits de la bourgeoisie et donner le mauvais exemple d'augmentations de salaires qui permettraient au niveau de vie, c'est-à-dire aux salaires réels des travailleurs, de se maintenir. Pour que les profits augmentent, il faut que les salaires baissent.

Mais de plus, le gouvernement vient d'être échaudé par la grève des cheminots. Il vient de réaliser que les grèves peuvent éclater indépendamment de ce que font les syndicats. Il vient de réaliser que, moins les syndicats ont de crédit auprès des travailleurs, moins ils peuvent contrôler ces mouvements de grève, incontrôlés, justement.

Alors, le gouvernement veut quand même essayer de redorer l'image des appareils syndicaux et de leur donner du crédit auprès des travailleurs... pour maintenir ceux-ci au travail.

Du côté du manche, du côté des patrons, des ministres présents, passés ou futurs, on a senti le vent passer. Les syndicats n'étaient plus ce qu'ils étaient ! Ils avaient perdu du crédit ! Ils ne contrôlaient plus la situation, se laissaient supplanter par des comités de grève, des coordinations, des interlocuteurs non valables : les dirigeants des grandes confédérations n'ont pas été les seuls à en frémir !

Alors, on s'agite en haut lieu pour arranger l'image des appareils syndicaux et revaloriser leur fonction. Mais pour cela, les discours récents de Chirac sur le "dialogue social" ne suffisent pas. Il faudrait du "grain à moudre", comme a dit le ministre, citant une phrase d'un dirigeant confédéral.

Du blé, dans le pays, il y en a. Certains en ont, des millions et des milliards, comme ces *"100 Français les plus riches"* qui ont fait la Une des revues. Le pauvre de ces pauvres (PDG dans le cognac, les armements, les sous-vêtements ou le bâtiment) a une fortune de 300 millions de francs, soit six mille ans de salaire d'un travailleur payé au SMIC, ou trois mille ans de salaire d'un conducteur de train ! Le plus riche en a trente fois plus !

Ce n'est donc pas le "grain à moudre" qui manque. Mais tout ce qui est à engranger dans le pays, les moindres 0,4 % de "contribution-solidarité", les moindres sous à récupérer sur les médicaments désormais non remboursés, les moindres deniers pris sur les loyers augmentés des foyers de jeunes travailleurs, les moindres francs pris dans la poche des plus pauvres, est raflé au profit des déjà richissimes.

Alors Chirac — car il en va quand même des malheurs de son gouvernement — essaie de donner un peu de relief aux représentants des appareils syndicaux et un peu d'apparence de justification à leur existence et à leur présence autour de la table de négociation. Un peu, mais pas trop !

Les fonctionnaires du bas de l'échelle auront quelques "zéro et quelques pour-cent" de plus. Tous auront aussi la promesse de négociations ultérieures, au cas où les prix augmenteraient vraiment plus que les salaires. Mais il n'est pas question d'accorder aux syndicats, et encore moins aux salariés, la "clause de sauvegarde" des salaires en cas de hausse des prix supérieure aux prévisions. Il n'est pas question de quoi que ce soit qui ressemblerait à une indexation des salaires sur les prix. Pas question de revenir sur le "blocage des salaires" que les dirigeants socialistes présentent d'ailleurs comme un "acquis" de leur passage au gouvernement.

Alors, le grain que Chirac donne à moudre ressemble à de la paille à mâchonner. Des promesses à ruminer. Mais Chirac dit ne pas pouvoir faire davantage. Si les prix allaient vraiment plus vite que les salaires, on verrait, rassure-t-il. Promis, juré, il y aurait alors une rediscussion, une renégociation.

A défaut de revaloriser les salaires, Chirac cherche à revaloriser l'image des syndicats. Mais ces promesses, ces paroles ne se mettent pas dans la gamelle, si ce n'est dans celle que se traînent les confédérations !

Alors, est-ce que le fait que le gouvernement reconsidère les syndicats suffira à ce que les travailleurs, eux, les reconsidèrent ? Certains travailleurs conservent leur confiance aux syndicats, comme solution de facilité ! Mais d'autres se rendent compte que les appareils syndicaux font barrage. Et barrage non pas entre la classe ouvrière et les appétits de la bourgeoisie, pour protéger la première contre les seconds. Mais barrage entre la bourgeoisie et les travailleurs, pour protéger la bourgeoisie de la colère des travailleurs.

Alors, la politique de Chirac a beau ne consister qu'en quelques grains à moudre pour les appareils syndicaux, il n'est pas sûr que les travailleurs l'avalent si facilement.

*Arlette LAGUILLER*

# Annulation de l'amendement Séguin sur la flexibilité

## Les politiciens se renvoient la balle

La décision du Conseil constitutionnel d'annuler l'amendement Séguin sur la flexibilité du temps de travail a soulevé un tollé parmi les rangs de la majorité. Les présidents des deux Chambres, Poher et Chaban-Delmas, ont été les premiers à s'élever contre cette *"restriction inadmissible aux droits du Parlement"*, pour le premier, ou cette *"atteinte à la souveraineté nationale"*, pour le second.

Que le Conseil constitutionnel s'oppose à un gouvernement de droite, pour une décision qui était demandée par les patrons, la chose est assez inhabituelle pour avoir pu étonner nos politiciens. Il est vrai que ce jour-là nos neuf sages n'étaient que huit, Louis Joxe (le gaulliste, par ailleurs père de l'ex-ministre socialiste) étant resté chez lui, à la suite d'une fracture du col du fémur, malgré paraît-il l'insistance pressante de Chaban-Delmas pour l'inviter à se déplacer. Il est vrai aussi qu'entre 1981 et 1986, les sages étant renouvelables par tiers tous les trois ans, certains avaient été nommés par Mitterrand ou par le président de l'Assemblée de l'époque, Mermaz, et que, le vote s'étant partagé 4 contre 4, c'est la voix prépondérante du président du Conseil, Badinter, nommé par Mitterrand, qui a fait la décision.

Dans la querelle gauche-droite préparatoire aux présidentielles de 1988, Mitterrand avait refusé de signer, le 17 décembre dernier, l'ordonnance sur la flexibilité, une flexibilité que défendaient les ministres socialistes avant mars 1986. En riposte, Chirac avait refilé in-extremis, à la dernière séance du Parlement du 22 décembre, sa loi transformée en amendement. Alors, certains des "sages" ont dit non.

Mais ces petites manœuvres ne font que repousser la loi de quelques mois. Car dès la réouverture du Parlement, à la session qui débutera en avril prochain, le gouvernement pourra représenter sa loi et la faire voter s'il le désire.

Si les travailleurs ne veulent pas se retrouver de plus en plus avec des horaires fluctuant au gré des patrons, puis dans un proche avenir même se voir voler les indemnisations pour heures supplémentaires ou chômage technique, il ne faudra bien sûr pas qu'ils comptent sur ces petites querelles politiciennes ou constitutionnelles. Il faudra qu'ils se fassent craindre des patrons sur un tout autre terrain.

## Barre du côté des sages

Si tous les politiciens de droite ont poussé des hauts cris après la décision du Conseil constitutionnel, Barre, lui, a préféré prendre le parti des "sages" de ce Conseil.

*"J'ai un principe absolu : je ne commente pas des décisions constitutionnelles, comme je ne commente pas des décisions de justice"*, a-t-il déclaré avant... de commenter la décision en cause. Et pour lui, c'est clair : *"Nous avons trop souvent en France le sentiment qu'il n'y avait que la loi parlementaire. Or la loi parlementaire peut changer selon les majorités"*. Et l'ancien Premier ministre de vanter les mérites de la Constitution de la Ve République, qui a prévu la *"reconnaissance d'un ordre juridique qui émane du Conseil constitutionnel, supérieur à l'ordre parlementaire"*.

Chirac, Séguin, Chaban-Delmas et les autres sont plongés dans les petites guéguerres parlementaires ; des gué-guerres qui, avec la division de la droite en fractions rivales, les diverses alliances possibles entre elles ou même avec les socialistes, ressemblent de plus en plus au jeu parlementaire que l'on connaissait sous la IVe République.

Mais Barre, qui n'est pas directement impliqué dans ce jeu et qui attend patiemment la seule chose qui l'intéresse, les élections présidentielles, préfère se faire ainsi le défenseur inconditionnel de la Constitution gaulliste et en particulier du caractère présidentiel de cette Constitution. La décision du Conseil constitutionnel va, pour une fois, à l'encontre des intérêts immédiats des politiciens de droite. C'est un détail, et une fois n'est pas coutume. Et Barre se place — et à tous les sens du terme ! — du point de vue des intérêts politiques plus généraux de la bourgeoisie. Et ces intérêts sont le renforcement du pouvoir présidentiel ainsi que des prérogatives des organismes non élus qui chapeautent l'Etat.

Car la Constitution gaulliste a prévu plusieurs organismes, et avant tout le Conseil constitutionnel et le Conseil d'Etat, pour contrôler et éventuellement annuler les décisions parlementaires ou gouvernementales. C'est par exemple le Conseil constitutionnel qui, en février 1982, avait obligé le gouvernement Mauroy à augmenter le prix de rachat par l'Etat des entreprises qu'il nationalisait.

La Constitution a prévu également plusieurs mesures permettant de gouverner sans tenir aucun compte du Parlement : l'"article 16", notamment, donne au président de la République le droit de s'arroger les pleins pouvoirs. Cet article 49-3 qui a été si souvent utilisé ces dernières années, par les gouvernements de gauche comme par le gouvernement Chirac, procure au gouverment la possibilité de faire passer une loi sans aucun débat parlementaire. La procédure des "ordonnances", elle aussi utilisée tant par la gauche que par la droite, autorise le gouvernement à légiférer par simple décret, pourvu que le président de la République accepte de signer les lois promulguées ainsi.

Autant de dispositions qui permettent de passer par-dessus la tête des parlementaires. Car la bourgeoisie ne tient pas à ce que les décisions soient à la merci des aléas des joutes parlementaires, risquent d'être infléchies par les querelles de partis ou les gestes démagogiques de ceux qui doivent leur poste à un scrutin. Les potiches du Palais-Bourbon ne sont là que pour faire croire aux électeurs qu'ils votent pour quelque chose. Le pouvoir est ailleurs.

PCF

# La direction essaie de résoudre ses problèmes avec les rénovateurs. Quant aux autres...

Marchais avait qualifié les rénovateurs de ''liquidateurs''... Lajoinie précisait au micro de RMC : *''On ne peut cohabiter avec ces gens-là''*...

C'est une tradition, bien stalinienne, au PCF : au sein de l'appareil dirigeant, si l'on choisit de critiquer la direction du parti, on n'y a plus sa place. C'est bien en cela que la contestation des ''rénovateurs'' était le signe d'une crise interne sérieuse : à la suite de l'effondrement électoral du PCF aux élections européennes de 1984, des opposants s'étaient ouvertement déclarés, sans être immédiatement exclus... Le congrès qui avait suivi avait même maintenu leurs figures de proue au Comité central. C'était la première fois qu'une telle chose arrivait au PCF et c'était cela, le signe que la crise ouverte à ce moment-là était grave.

Si les méthodes du Parti Communiste Français n'ont pas changé, les démissions de Claude Poperen et Marcel Rigout de leurs postes dirigeants seraient le signe que la crise interne tire sur sa fin, plutôt que le signe d'un nouveau rebondissement. On ne démissionne que lorsque l'on n'a plus les moyens de rester, et les contestataires n'ont sans doute plus la force de contester la direction du parti autrement que par leur sortie.

La crise ouverte par la contestation des ''rénovateurs'' et la crise permanente entretenue par leur présence au sein de l'appareil et des instances dirigeantes du PCF ne pouvaient sans doute pas durer. D'abord parce que le PCF ne peut que difficilement être dirigé par un appareil divisé, cette division le rendant tout entier inopérant pour imposer une politique à l'ensemble des militants. A moins de devenir réellement démocratique et de résoudre tous les problèmes qui pourraient se présenter de cette façon. Mais ce serait là laisser la porte ouverte aux réactions de la base ouvrière qui, dans certaines circonstances, pourraient mettre fin à l'existence du PC lui-même en tant que postulant à l'honorabilité gouvernementale. La direction du PCF ne pouvait donc pas, il faut croire, par nature, laisser trop longtemps l'abcès ''rénovateur'' se fixer au sein de l'appareil, car l'appareil est aussi composé d'hommes et de femmes qui se taisent en attendant de sentir de quel côté le vent souffle...

Au dernier Comité central, plus d'une intervention ''rénovatrice'' avait l'allure d'un ralliement : tous les participants, sauf quatre, ont voté les termes de la lettre adressée à Marcel Rigout justifiant le terme de ''liquidateurs''pour qualifier les ''rénovateurs''.

Il est donc probable qu'aujourd'hui les ''rénovateurs'' n'ont pas un poids déterminant au sein du PCF, même s'il est non négligeable dans telle ou telle fédération. Ce qui a pu être la ''base'' des rénovateurs a sans doute quitté le PCF, n'ayant aucune raison, elle, de rester dans un parti qui ne lui convenait plus.

Le direction semble donc se sentir aujourd'hui les mains libres pour vider l'abcès d'ici le prochain congrès, fixé à décembre 1987 ; ou, en tout cas, avoir considéré que le moindre mal était de choisir le départ des rénovateurs, même s'il doit entraîner quelques remous.

Il faut dire que les ''opposants'' n'ont jamais rien eu à proposer, aux militants d'entreprise en particulier, pour renforcer l'influence du PCF, sinon de renouer avec la politique d'union avec le Parti Socialiste, politique qui est responsable de la baisse d'influence du PCF, et dont, de toute façon, le Parti Socialiste n'a plus besoin... Ce que les ''rénovateurs'' ont à proposer est hors des préoccupations des militants communistes de la base et sans doute hors des possibilités du PCF pour la période à venir.

Que vont faire les rénovateurs ? Sans doute pas grand-chose. Juquin se défend de vouloir rejoindre le Parti Socialiste... Dans quelques cas, ce n'est pas impossible. Mais, pour généraliser la chose, il faudrait que le PS ait des places à donner à tous ces rénovateurs ; et les places sont déjà chères au Parti Socialiste, et vont le devenir de plus en plus s'il faut en réserver quelques-unes à des... centristes ! Du coup quand, poussé par les journalistes, Juquin évoque la possibilité de son départ du PCF, c'est pour faire référence aux... Verts allemands.

La crise interne du PCF est donc peut-être en voie de résolution par le départ des opposants. Reste que l'influence du PCF a connu une baisse électorale considérable. Dans la classe ouvrière, le phénomène est différent, moins net. Mais ni les Juquin ni les Marchais n'offrent les moyens pour que le courant communiste puisse remonter la pente.

Car, du point de vue du communisme, l'un comme l'autre sont des liquidateurs...

**Jean-Jacques FRANQUIER**

Jeux Olympiques

## Le gâteau de Savoie

La compétition internationale pour savoir quelle ville allait accueillir les prochains Jeux Olympiques, ce n'était à rien à côté de la bataille qui se déroule entre les stations de Savoie.

Au nom du caractère désintéressé du sport et de la pureté de la neige, on est à la limite de la guerre civile. Jean-Claude Killy démissionne, la préfecture est mise en accusation, des municipalités s'insurgent. C'est que, pour les commerçants, restaurateurs, hôteliers et autres promoteurs immobiliers, les épreuves des Jeux constituent la plus belle des remontées mécaniques à pognon. Le sport est peut-être de ''haut niveau'', mais les motivations sont très terre-à-terre.

Carrefour du Développement

# On a la photo... Quand aura-t-on le développement?

Au point où on en est, avec tout ce que les journaux ont publié, on peut penser connaître dans les grandes lignes l'affaire du Carrefour du Développement.

Tout d'abord, l'escroquerie au niveau de l'ancien ministère de la Coopération, mettant en cause essentiellement Christian Nucci et son chef de cabinet, Yves Chalier. Ensuite, la manœuvre du ministère de l'Intérieur du gouvernement actuel, protégeant Chalier pour qu'il accuse Nucci et l'ancienne majorité.

Il ne reste plus qu'à éclaircir le rôle des comparses, des policiers qui ont aidé Chalier, des patrons de cercle de jeux qui l'ont hébergé, etc.

Il n'y a donc plus, semble-t-il, qu'à juger tout ce beau monde et à transformer les présomptions en certitudes et en condamnations. Seulement, on n'a pas affaire à des petits truands, à des voleurs ordinaires. On a affaire à des ministres, ancien ou en service, à un ex-chef de cabinet ministériel, à un contrôleur-général de la police, à un directeur de la DST. Bref, du beau linge qui ne se juge pas comme le vulgaire pékin.

Pour juger Nucci, un tribunal ordinaire ne suffit pas, il faut que le Parlement et le Sénat décident de la Constitution d'une Haute Cour. Car un ancien ministre ne passe pas devant un tribunal ordinaire, avec des jurés tirés au sort. S'il est jugé, c'est par ses pairs. C'est plus prudent, entre gens du même monde, on se comprend mieux. Le feront-ils ou non ? De toute façon, ce ne serait pas avant l'ouverture de la nouvelle session parlementaire, le 2 avril. Un dixième des députés et des sénateurs doit avant cela déposer une proposition de mise en accusation, qui doit être acceptée, ou rejetée, par le bureau de l'Assemblée. Ensuite une commission examine l'affaire. Elle n'a aucun délai pour se prononcer. Cela peut prendre une semaine ou des années. C'est cette commission qui décide le passage en Haute Cour ou le rejet du dossier.

Bref, il se pourrait bien que Nucci ne soit pas jugé de sitôt par ses pairs. Tout ce beau monde a encore largement le temps de ''voir venir'' et de décider en fonction des circonstances.

Du côté de chez Pasqua, le ministre oppose le ''secret défense'' à la curiosité du juge. Le juge Michau est, paraît-il, obstiné ; mais Pasqua est têtu. Et ministre, ça aide. Il n'est donc pas sûr non plus qu'on verra tous ces gens-là sur les bancs d'un tribunal.

Le développement de l'affaire ayant deux solides butoirs, à gauche et à droite, on se demande donc comment tout ceci va se terminer. L'affaire sera-t-elle confiée à une commission préparatoire à la Haute Cour, qui rendra son verdict à la Saint-Glinglin ?

En tout cas, une chose est certaine : quand on commet une crapulerie, il vaut mieux être ministre que chômeur...

**André VICTOR**

## Nucci les mouille

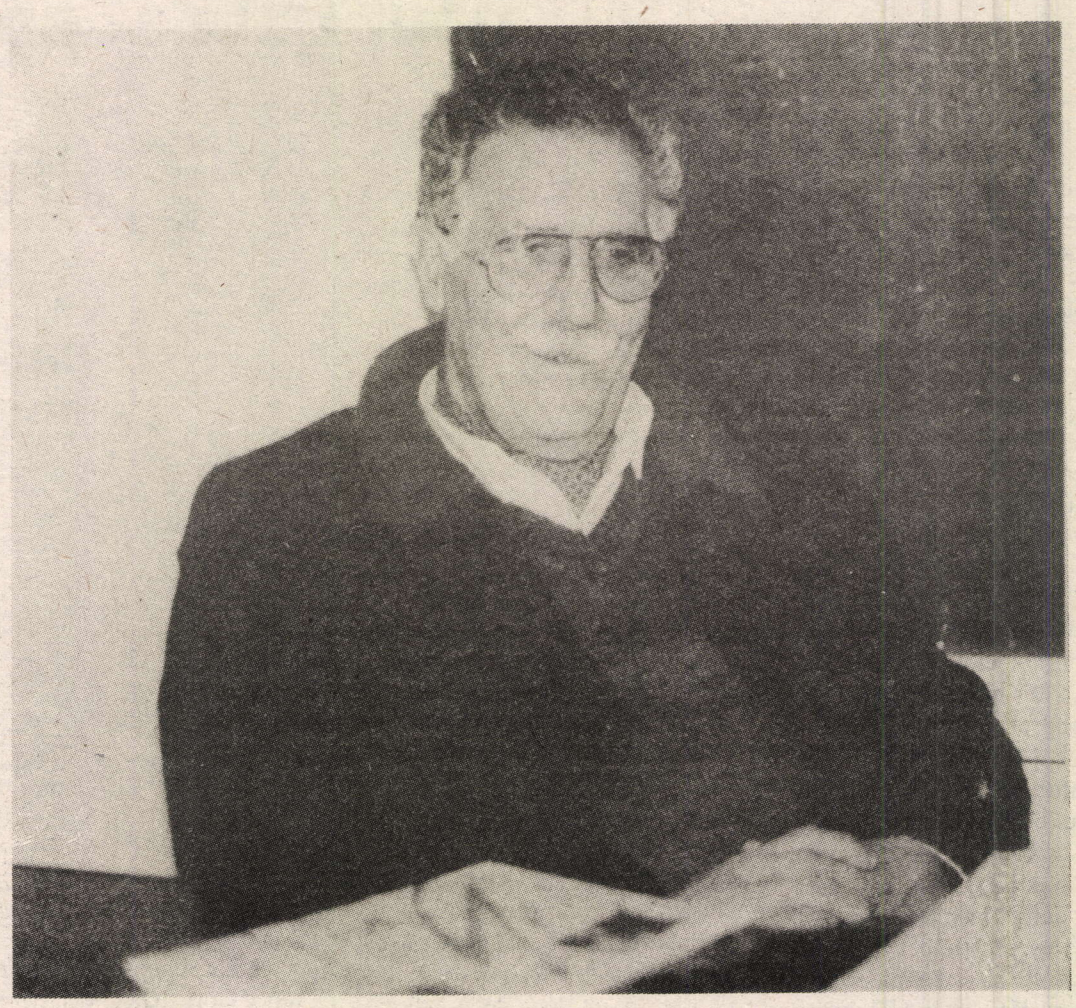
Dans son interview au journal *Le Monde*, Christian Nucci a notamment déclaré : *''Les fonds spéciaux alloués par Matignon, un ministre en dispose comme il l'entend... Mes versements réguliers* (au Parti Socialiste, NDLR) *étaient faits à partir de ces fonds. On peut juger ce système pervers, mais c'est l'usage. Je mets au défi les anciens Premiers ministres de tout bord de jurer que les fonds spéciaux n'ont jamais servi à financer des activités politiques''*.

Et il ajoute : *''Les membres du cabinet des ministres des Finances successifs font-ils apparaître leurs primes de cabinet, versées en liquide, sur leurs déclarations d'impôts ? Jamais. Et leur administration traque pourtant la fraude !''* Les contribuables apprécieront.

Christian Nucci essaie de se défendre en mouillant les autres, et en menaçant implicitement de faire d'autres révélations s'il devait comparaître en Haute Cour. Il n'empêche que ce qu'il dit est bien plus intéressant, maintenant, que lorsqu'il était ministre.

**A.V.**

# La disparition de Nahuel Moreno



Nous venons d'apprendre la disparition du dirigeant trotskyste argentin Nahuel Moreno. Nous tenons à saluer ici sa mémoire et à assurer tous les camarades qui luttaient avec lui de notre profonde sympathie.

En la personne de Nahuel Moreno, le mouvement trotskyste perd un dirigeant politique qui a traversé la période historique mouvementée qui va de la Deuxième Guerre mondiale à nos jours.

En effet, Nahuel Moreno, qui avait 62 ans, appartient à cette génération de militants trotskystes qui vinrent à l'activité politique durant la Seconde Guerre mondiale. En 1944, il participa à Buenos Aires à la création du GOM (Groupe Ouvrier Marxiste), l'un des nombreux petits groupes trotskystes que comptait alors l'Argentine. Dans les années qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale, deux courants principaux se dessinèrent parmi les trotskystes argentins, celui qui était animé par Juan Posadas, et celui de Moreno. C'étaient en Argentine les années du péronisme triomphant, et le problème de l'attitude à adopter par rapport à ce mouvement était au cœur des discussions entre ces courants, les partisans de Posadas accusant ceux de Moreno de se comporter en sectaires par rapport au péronisme, les seconds reprochant au premier de capituler politiquement devant ce phénomène.

Le Secrétariat International de la Quatrième Internationale qui se reconstituait après la guerre, sous la direction, notamment, de Michel Pablo, devait finalement reconnaître l'organisation posadiste, dont les vues coïncidaient le mieux avec le suivisme du Secrétariat International par rapport aux mouvements nationalistes petits-bourgeois des pays sous-développés, comme section officielle argentine de la Quatrième Internationale.

Mais, dans les années 1953-1954, le Secrétariat International connaissait une importante scission qui amenait les opposants à "l'entrisme sui generis" prôné par Michel Pablo, à former un "Comité International", qui regroupait entre autres le SWP des Etats-Unis, le groupe anglais dirigé par Gerry Healy, et la majorité de la section française dont est issu l'actuel PCI. L'organisation que dirigeait Moreno rejoignit alors ce regroupement. Mais quand, dix ans plus tard, le SWP américain, quittant le "Comité International", rejoignit le Secrétariat International pour donner naissance au Secrétariat Unifié, le mouvement animé par Moreno ne tarda pas à se joindre à son tour au SU (qui l'accueillit d'autant plus volontiers que Posadas avait entre temps rompu avec le SI).

L'organisation de Nahuel Moreno ne devait cependant pas rester longtemps section argentine du SU : face à la vague guérillériste que connaissait alors toute la gauche latino-américaine, le PRT (Parti Révolutionnaire des Travailleurs) se divisa, et ce fut sa branche guérillériste, qui avait pourtant publiquement pris ses distances vis-à-vis du trotskysme, le PRT-ERP (Armée Révolutionnaire du Peuple) qui en 1969 fut considérée par les dirigeants du SU comme leur section argentine.

La rupture de l'ERP avec le SU, en 1973, ne laissa pas d'autre choix à celui-ci que de ne plus avoir de section en Argentine ou de reconnaître de nouveau l'organisation de Nahuel Moreno comme une section... jusqu'à une nouvelle rupture, survenue en 1979, ayant comme toile de fond la révolution sandiniste au Nicaragua, les dirigeants du SU ne voyant pas d'autre politique pour les révolutionnaires au Nicaragua que de soutenir le FSLN victorieux, alors que les "morénistes" essayaient d'intervenir dans les événements à travers la "brigade Simon Bolivar".

Après une nouvelle tentative avec le PCI français de mettre sur pied un nouveau Comité International, en 1979-1981, qui aboutit vite à une nouvelle rupture, le courant moreniste organisa son propre regroupement international, la LIT-CI (Ligue Internationale des Travailleurs-Quatrième Internationale) dont la composante principale est constituée par le MAS (Mouvement vers le Socialisme) argentin.

Cette organisation représente aujourd'hui, à l'échelle, il est vrai modeste, du trotskysme, l'un des principaux groupes se réclamant de l'héritage de Lénine et de Trotsky de par le monde.

Dès le début des années 1970, l'organisation "moréniste" d'alors, le PST (Parti Socialiste des Travailleurs) avait réussi à conquérir une certaine implantation dans la classe ouvrière. Les dures années de la dictature militaire, et de la terrible répression que connut alors l'Argentine, ne firent pas disparaître celui-ci, et c'est autour des militants et des cadres de l'ex-PST que se constitua le MAS, après la chute de la dictature. Si le MAS n'est pas de taille à jouer un rôle autonome réel dans la lutte des classes dans son pays (mais aucun groupe trotskyste nulle part dans le monde ne possède malheureusement cette force), il n'en est pas moins, non seulement par ses effectifs, mais aussi par la tradition qu'incarnent ses militants venus du PST, et par sa composition sociale, largement populaire et ouvrière, l'une des organisations trotskystes les plus représentatives.

Nahuel Moreno (comme les militants qu'il a formés), tout en ayant polémiqué durant toute son existence politique avec les orientations les plus ouvertement en rupture avec le trotskysme des différents regroupements se disant la Quatrième Internationale qui se sont succédé depuis 1945, n'a, à notre point de vue, jamais rompu avec la manière de poser les problèmes de ceux-ci. Mais toute une vie consacrée à la défense des idées communistes révolutionnaires, à la construction du parti ouvrier révolutionnaire, et d'une Internationale trotskyste, mérite le respect de tous les militants trotskystes.

## CONFÉRENCE AU KOWEIT

# entre deux guerres

Le sommet de la conférence islamique s'est ouvert à Koweit. Armée et police sont sur le pied de guerre ; des dizaines de sbires, mitraillettes à la hanche, protègent les pas que chacun des invités voudrait faire dans un jardin, de toute façon strictement interdit sauf à quelques journalistes fouillés au point de vérifier que c'est bien une prothèse à la hanche que porte l'un d'entre eux. Une ambiance propice pour parler de la paix, thème favori des discours de tous les dictateurs qui ont fait le déplacement.

Les plus remarqués sont les absents, comme la délégation iranienne, ce qui excusera l'absence de toute discussion sérieuse sur la guerre Iran-Irak ; ou Kadhafi, ce qui aura la même conséquence pour la guerre du Tchad.

A la veille de l'ouverture de la conférence des chefs d'Etat, un missile "égaré" de la guerre Iran-Irak est venu s'écraser sur les côtes du Koweït, à quelques kilomètres du siège de la conférence islamique... A quelques pas des phrases creuses, la réalité !

*La guerre continue... (AFP)*

URSS

# La "démocratisation" façon Gorbatchev, pour quoi et pour qui?

*"Réformes sans précédent"*, elon *Le Figaro* du mercredi 8 janvier ou *"Tournant révolu-onnaire"*, selon *L'Humanité* u même jour, la presse semble nanime face aux changements nnoncés par Gorbatchev au der-ier plénum du Comité Central du 'arti Communiste Soviétique PCUS). Ces changements pré-oient en effet tout d'abord une odification du système de dési-nation et d'élection des responsa-les du PCUS. Autre innovation ectorale : désormais, au niveau du oviet Suprême (le parlement) de Union et de celui de chacune des épubliques, l'adoption des déci-ons se ferait non plus à bulletins ecrets mais à mains levées.

Mais ce qui a évidemment été le lus commenté, c'est la proposition 'introduire un système de vote à ulletins secrets et avec candidatu-s multiples pour chaque poste à ourvoir dans la hiérarchie du parti, epuis les instances locales squ'aux premiers secrétaires des épubliques de l'Union. Un système ont Gorbatchev laisse entendre u'il pourrait peut-être s'étendre nsuite à l'élection du Comité Cen-al et du Bureau Politique. Au pas-ge, Gorbatchev a aussi annoncé la rochaine *"affectation de "sans-arti" à des postes dirigeants"* de appareil d'Etat, alors que la règle, squ'à maintenant, était que pour céder à ces postes, il fallait obliga-irement être membre du PCUS... u le devenir au bon moment !

### GORBATCHEV CRITIQUE DU "BUREAUCRATISME"...

Gorbatchev a présenté ses propo-ions *"comme un élément impor-nt de la démocratisation de la vie ciale du pays"*, celle-ci étant pré-ntée comme *"une condition pri-ordiale de la restructuration éco-mique sociale, culturelle et politi-e de notre pays"*.

De fait, tout au long de son rap-rt, Gorbatchev a cherché à oppo-ce qu'il appelle *"la transpa-nce"*, *"la démocratisation"* au nctionnement actuel de la société viétique, à des méthodes de gou-rnement et de gestion caractéri-s, dit-il, par *"les tendances con-rvatrices, l'inertie"*, par un *"phé-mène intolérable : l'intransi-ance de certains dirigeants envers actions et réflexions indépendan-de leurs subalternes"*. Cette rou-e, ce conformisme, ce refus de la tique ou même de la simple dis-ssion aboutissent, affirme-t-il, au *efus de résoudre les problèmes onomiques et sociaux* (quand il git) *de définir la politique et gir concrètement"*. Et de préci-que *"durant des années on a ntinué à gérer l'économie avec s méthodes périmées"*, que *"le estige du Plan en tant que princi-l instrument de la politique a été mpromis"*.

### ... DE SES PRÉDÉCESSEURS

Certes, Gorbatchev a rejeté la responsabilité de cette situation sur ses prédecesseurs : Staline, Khrouchtchev mais c'est surtout Brejnev qui a été le plus étrillé, accusé qu'il est par Gorbatchev d'avoir encouragé *"l'immobilisme"* comme méthode de gouvernement. *"Le non-respect de la loi, les rapports falsifiés, les pots-de-vin, la flagornerie"*, caractéristiques, selon Gorbatchev, de la période brejnévienne, *"ont eu une influence désastreuse sur l'atmosphère morale de la société"*.

### RASSURER LES BUREAUCRATES

Cette façon de "charger" ses prédécesseurs n'est pas nouvelle dans les sommets de la bureaucratie. Elle a permis, entre autres choses, à Gorbatchev de se débarrasser de collègues et rivaux (dernier en date : le "patron" du Kazakhstan, Kounaev), accusés d'être des hommes de Brejnev, et donc de la gabegie. Cela permet aussi sans doute de rassurer des centaines de milliers de bureaucrates petits et grands que pourrait inquiéter ce vent de réformes, ceux-là mêmes auxquels s'adresse Gorbatchev quand il dit : *"On nous a souvent demandé si nous n'opérions pas un virage trop brusque"*. Car, même si les journaux publient régulièrement des articles sur "la bureaucratie" — telle *Sovietskaïa Rossia* des 4 et 16 janvier qui se demandait *"Que savons-nous des bureaucrates ?"* — Gorbatchev ne peut ni ne veut évidemment s'en prendre à cette couche parasitaire bureaucratique à laquelle il appartient. Il en représente et défend les intérêts, y compris lorsque cela l'amène à essayer de bousculer les habitudes prises depuis 60 ans par cette bureaucratie, au vu de leurs conséquences actuelles.

### UNE BUREAUCRATIE QUI A BESOIN DE DÉMOCRATIE POUR ELLE-MÊME...

Ces conséquences semblent sans doute suffisamment graves à certains dirigeants de la bureaucratie pour que Gorbatchev décrive la société soviétique comme *"minée par des phénomènes de crise"*, pour qu'il revienne sans cesse sur la gabegie qui règne dans l'économie. Il est probable qu'il n'exagère en rien quand il parle du laisser-aller, y compris au plus haut niveau, face à des problèmes niés jusqu'alors (drogue, prostitution, corruption en grand, mauvaise qualité des produits, approvisionnement désastreux des villes même en produits de premier nécessité) ou quand il tire la sonnette d'alarme à propos du retard croissant de l'URSS dans le domaine de la productivité, de la technologie et des industries de pointe, par rapport à l'Occident.

ПРОЛЕТАРИИ ВСЕХ СТРАН, СОЕДИНЯЙТЕСЬ!

СОВЕТСКАЯ РОССИЯ

Орган ЦК КПСС, Верховного Совета и Совета Министров РСФСР

ГАЗЕТА ВЫХОДИТ С 1 ИЮЛЯ 1956 ГОДА • № 3 (9254) • Воскресенье, 4 января 1987 г. • Цена 3 коп.

Наш диалог — Школа сталевара Сорокина

В расчете на брат...

ПИСЬМО В НОМЕР

А что мы знаем о бюрократах?

*Quand le quotidien* ***Sovietskaïa Rossia*** *se demande à la "Une" :* ***"Mais que savons-nous des bureaucrates ?"****, son journaliste répond laconiquement :* ***"Inconnus au bataillon !"***

Aujourd'hui, explique en substance Gorbatchev, rien ne va plus, les dirigeants du pays le savent mais ne font rien contre cela. Leur seule préoccupation : assurer leur place non pas par leur efficacité mais par la *"flagornerie"*, par leur capacité à ne pas troubler l'immobilisme de leurs supérieurs.

Face à cela, la *"transparence"* prônée par Gorbatchev est une façon de dire aux membres de la bureaucratie ; regardez enfin la réalité en face, ne vous cachez pas les yeux devant les problèmes de plus en plus graves qui nous menacent. La *"démocratie"* qu'il préconise est le complément de ce qui précède : l'invite faite aux bureaucrates de discuter de leurs problèmes réels, y compris du choix des hommes susceptibles de les résoudre au mieux des intérêts de la bureaucratie. Selon *L'Humanité* du 29 janvier, il paraît que cela commencerait à changer. Sans rire, et apparemment sans se rendre compte de la condamnation de la bureaucratie que cela implique, le correspondant de ce journal explique que *"pour la première fois, depuis les années vingt, s'affrontent naturellement les différents points de vue"* dans le PCUS.

*"Seule une connaissance approfondie de l'état des choses permettra de trouver des moyens adaptés à la solution des problèmes complexes"*, répète Gorbatchev. Mais ce n'est pas si simple d'avoir une "connaissance approfondie" de la réalité et de discuter de "solutions adaptées", quand ceux qui y auraient intérêt, des centaines de milliers de bureaucrates, ont appris d'expérience que *"les rapports falsifiés"*, la fidélité aux chefs, l'approbation servile de ce qu'ils disent, même si cela ne correspond nullement à la réalité, restaient le plus sûr moyen de conserver sa place et de faire carrière. Aujourd'hui nombre de bureaucrates aspirent sans doute à échapper pour leur propre compte au muselage individuel et collectif que leur dictature impose à toute la population. Certains estiment aussi sans doute qu'il est impossible, dans l'intérêt même du régime, de continuer à diriger le pays, en aveugle, sur la base de *"rapports falsifiés"*, et sans que personne, même au sein de la bureaucratie ne veuille ou ne puisse discuter en connaissance de cause, de ce qui est fait ou serait souhaitable de faire. Mais il y a toute l'inertie des habitudes, le poids du passé, la mentalité foncièrement parasitaire d'une couche sociale énorme, cette bureaucratie dont les modes de fonctionnement et les relations sociales, en son propre sein comme avec le reste de la population, vont à l'encontre de ce qui serait souhaitable pour elle, selon Gorbatchev.

Il y a enfin et surtout le fait que cette bureaucratie se méfie comme de la peste d'un regain d'attention de la population à son encontre : que deviendrait-elle si la population se mettait à réclamer concrètement plus de démocratie, si au nom ou pas de cette "démocratie" et de cette "transparence" prônées par Gorbatchev, la population se mettait à vouloir la contrôler, à exiger plus de "transparence" sur ses revenus, ses privilèges ?

### ... MAIS N'EN VEUT PAS POUR LE RESTE DE LA POPULATION

*"Beaucoup de camarades ont du mal à comprendre que la démocratie n'est pas seulement un slogan"*, feint de s'étonner Gorbatchev. Mais pour les bureaucrates, Gorbatchev compris, le "socialisme", le "pouvoir de la classe ouvrière" ne sont précisément que des slogans derrière lesquels ils cachent bien mal leurs intérêts de caste, leur pouvoir.

Mais finalement, c'est sans doute aux yeux de la population d'abord que cette "démocratisation" reste un slogan, un de plus. Car bien sûr, personne ne peut croire qu'un ou dix "sans-parti" — ou présentés comme tels ! — siègeant au Soviet Suprême, menaçeraient le pouvoir de la bureaucratie ou même qu'ils pourraient s'y faire peu ou prou les porte-parole de la population. Certes, on dit maintenant que ce sont les "collectifs de travailleurs" qui éliront les responsables des entreprises. Mais même si cela se faisait — et pour l'instant il semble que cela ne concerne que les petits cadres, les contremaîtres — qu'est-ce que cela changerait de fondamental ?

Cela ne changerait rien, par exemple, au fait que les bureaucrates ont "planifié", pour la dizaine d'années à venir, de "libérer" entre 13 et 19 millions de travailleurs, sans leur offrir de garanties de salaire et sans leur demander leur avis. Car là commence et finit la "démocratisation" version Gorbatchev pour la classe ouvrière et la population. Le secrétaire général du PCUS a d'ailleurs annoncé une nouvelle fois la couleur quand il a affirmé que, pour les travailleurs, *"la satisfaction de leurs besoins sociaux"* dépendra *"entièrement des résultats de leur travail"*.

Si, aujourd'hui, dans une ville "privilégiée", Moscou, on ne trouve presque rien d'autre que du saucisson cuit dans les rayons boucherie, si dans certains quartiers de grandes villes, par des froids de - 30°, il y a eu des dizaines de morts à cause de l'imprévoyance des bureaucrates — reconnue d'ailleurs par la presse soviétique —, que signifie la "transparence" de Gorbatchev, sinon : "travaillez plus si vous voulez que cela change !". Mais, "démocratie" oblige, vous aurez (peut-être) en "prime" le droit d'élire ceux qui vous feront travailler plus !

**Patrick LAFONT**

GRANDE BRETAGNE

# Il n'y a plus que des grévistes... au numéro que vous demandez !

Le 26 janvier a éclaté la première grève nationale de l'histoire du téléphone britannique. British Telecom, le plus beau fleuron, en tout cas le plus profitable, parmi la brochette des compagnies d'Etat privatisées par Thatcher, se trouve peu à peu paralysé par la grève. Non seulement il devient quasi impossible de trouver une cabine téléphonique en état de marche, mais les pannes se multiplient dans les vieux centraux téléphoniques électro-mécaniques qui constituent l'essentiel du réseau, isolant pendant des heures des quartiers entiers, des petites villes et même des postes de police...

A l'origine du mouvement, un projet d'accord salarial qui, en échange d'une augmentation de salaire de 5,8%, impose toute une série de modifications des conditions de travail. En particulier le retour à la semaine de cinq jours, au lieu du système en vigueur basé sur des roulements comportant en moyenne neuf jours de travail pour cinq jours de repos.

Le 19 janvier, le NCU (Syndicat national des communications) a appelé à la grève des heures supplémentaires. Chez British Telecom, les heures supplémentaires sont obligatoires par contrat. La direction, espérant peut-être briser toute résistance rapidement, a choisi de s'attaquer de front aux centres les plus combatifs. En quelques jours, elle a suspendu plus de mille ouvriers pour refus d'obéissance dans ces seuls centres. Mal lui en a pris. Les uns après les autres, les centres touchés se sont mis en grève complète cette fois. Le 23 janvier, plus de quarante mille ouvriers, sur les cent dix mille de British Telecom, s'étaient mis en grève sans attendre les consignes syndicales.

Le NCU est sans doute l'un des syndicats les plus droitiers du pays. Ses dirigeants ont-ils été pris de court par la brutalité de la risposte de British Telecom ? Ont-ils eu peur de perdre leur influence dans l'industrie, s'ils reculaient ? Ou bien ont-ils craint de laisser se développer un mouvement spontané, qui risquait d'échapper à leur contrôle ? Quoi qu'il en soit, dès le 24, ils ont choisi d'appeler à la grève nationale illimitée pour la première fois de leur histoire.

A l'heure où nous écrivons, il semble que la grève soit totale partout parmi les ouvriers. Qui plus est, dans les grands centres, des milliers de cols blancs, qui n'étaient pas concernés par l'appel du syndicat, se sont joints au mouvement.

En face, Thatcher et le leader travailliste Neil Kinnock sont tombés d'accord pour condamner un mouvement qui, à les entendre, menacerait l'avenir de tous les travailleurs du pays. Une intense campagne s'est développée dans les médias, accusant les grévistes des pires sabotages. Campagne à laquelle le président du NCU, John Golding, s'est lui-même associé. C'est dire que la partie est encore loin d'être gagnée pour les grévistes et qu'il ne leur sera pas facile d'imposer ce qui serait le premier recul patronal significatif depuis sept ans.

Mais les 110.000 grévistes qui sont présents dans toutes les villes du pays peuvent représenter une force considérable. Parce que, contrairement aux autres secteurs de la classe ouvrière, ils n'ont pas encore été touchés par la politique d'austérité de la bourgeoisie, les grévistes du téléphone ont le moral intact. Ils comptent dans leurs rangs un grand nombre de jeunes dont le dynamisme et la combativité ne se satisferont peut-être pas des recettes corporatistes éculées que leur propose la bureaucratie syndicale. Et tout cela peut leur permettre de se faire craindre de la bourgeoisie et du gouvernement Thatcher.

**François ROULEAU**

## *Un an d'isolement pour les grévistes de l'imprimerie*

# Les organisateurs de défaites

Le 24 janvier, les grévistes du groupe de presse News International ont bouclé une année de grève.

A cette occasion, une manifestation nationale réunissant près de dix mille personnes est venue renforcer le piquet de grève qui se tient deux fois par semaine depuis un an devant l'usine de Wapping. De violents affrontements ont éclaté avec la police, faisant près de trois cents blessés. Blessés qui viennent s'ajouter aux centaines de blessés et d'arrestations qui ont eu lieu sur ce piquet de grève depuis un an.

Les dirigeants syndicaux et ceux de la gauche travailliste qui se sont succédé à la tribune d'un square voisin pendant les affrontements n'ont pas manqué de saluer avec des trémolos dans la voix le courage des grévistes licenciés en janvier 1985 par le magnat de la presse Murdoch. Ils n'ont pas oublié non plus de dénoncer avec une vertueuse horreur les brutalités de la police de Thatcher.

Mais il est facile à ces dignitaires travaillistes, qui osent de surcroît se prétendre de gauche, de jeter l'anathème sur Thatcher et de rendre les conservateurs seuls responsables de ces grèves interminables qui, depuis la grève de la sidérurgie en 1980, se sont toujours terminées par des défaites pour la classe ouvrière. Cela les aide bien sûr à justifier leur appel en faveur d'un retour du Parti Travailliste au pouvoir. Même si le leader travailliste, Neil Kinnock, joint aujourd'hui sa voix à celle de Thatcher pour condamner les "violences" des grévistes et dit clairement par avance qu'il mènera la même politique qu'elle.

Quand il aurait été peut-être possible, et en tout cas nécessaire, de proposer à ces ouvriers d'imprimerie mobilisés et déterminés d'aller s'adresser à d'autres travailleurs, d'aller chercher parmi eux des alliés, d'être des militants de leur propre mouvement et, parce que leur exemple aurait pu être contagieux, de se faire craindre de Murdoch, bien sûr, mais surtout de Thatcher et des bourgeois britanniques, ces bureaucrates syndicaux, prétendument de gauche, ont enfermé dans l'isolement les 2.500 grévistes qui restent aujourd'hui sur les 5.500 licenciés de 1985. Ils ont cultivé dans les rangs des grévistes l'illusion que, pour faire céder Murdoch, il suffirait d'aller faire le coup de poing deux fois par semaine avec la police devant Wapping.

Aujourd'hui, après un an d'une grève étroitement contrôlée par les structures corporatistes d'un appareil syndical qui n'a jamais laissé la moindre initiative ni le moindre contrôle aux grévistes sur leur mouvement, les dirigeants syndicaux parlent de faire élire un comité de grève représentant tous les grévistes par-delà les limites corporatistes.

Les bureaucrates syndicaux deviendraient-ils soudain soucieux de démocratie ouvrière ? On peut en douter. En revanche, dans la campagne électorale qui s'amorce, cette grève qui n'en finit plus peut devenir à leurs yeux un sujet d'embarras. Et ils en sont peut-être à chercher de cette façon-là à pousser indirectement les grévistes à capituler sans avoir à en assumer eux-mêmes la responsabilité.

**F.R**

ESPAGNE

# Le mouvement de la jeunesse : le côté gauche de la matraque

Depuis le mardi 20 janvier, les lycéens et étudiants espagnols se mobilisent pour la suppression de l'examen d'entrée à l'université, la réduction du droit d'inscription et l'augmentation du budget de l'Education. Certains scandaient dans les rassemblements : *"Davantage de fils d'ouvriers à l'université."*

L'agitation de la jeunesse est contagieuse ; la révolte de la jeunesse espagnole ressemble, en tout cas dans ses objectifs, comme deux gouttes d'eau à celle que nous avons connue il y a deux mois maintenant.

Vendredi 23 janvier, plusieurs dizaines de milliers de jeunes ont manifesté à Madrid ainsi que dans la plupart des grandes villes du pays. Tous les slogans visaient le ministre de l'Education, José Mario Maravall, dont les lycéens et les étudiants réclament la démission. Les manifestations se sont soldées par des heurts violents avec la police espagnole, qui ne s'est pas privée de se servir de sa matraque. A Madrid, les policiers ont même fait usage de leurs armes et blessé sans gravité une jeune manifestante de 14 ans.

La grève continuait en début de semaine, grève organisée par le syndicat des étudiants, situé à la gauche du PSOE, le parti socialiste au pouvoir, et par une coordination nationale. Là aussi, il semble bien y avoir une similitude avec les formes d'organisation du mouvement étudiant et lycéen français.

Mercredi, le ministre de l'Education acceptait la négociation avec des représentants des lycéens.

Bref, la jeunesse espagnole est en train de donner un sérieux avertissement au gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez. Et finalement, la seule différence avec ce qui s'est passé en France, c'est la différence d'étiquette du gouvernement, car dans le comportement du gouvernement de gauche espagnol et du gouvernement de droite français on remarque plutôt une grande ressemblance !

**Aline RETESSE**

# Plus les profits montent, mieux se porte la Bourse... et plus le chômage et la pauvreté augmentent

Vendredi dernier, le ministère des Affaires sociales a annoncé que le chômage avait augmenté de 5,5% en 1986. On en est à 2 700 000 chômeurs recensés. Bien plus de 3 millions en réalité.

Chirac a bonne mine, lui qui, il y a quinze jours, en pleine grève des cheminots, demandait aux travailleurs de ne pas faire grève pour les salaires, sous prétexte que l'augmentation des salaires entraînerait la relance de l'inflation et du chômage.

Car la relance du chômage, comme celle de l'inflation, elles sont déjà là. Sans que les salaires aient augmenté. C'est donc qu'on nous ment quelque part...

Et ce que nous voyons tous c'est que, si le chômage augmente, les bourgeois, les patrons, eux, n'ont jamais fait autant de profits! C'est donc qu'il y a quelque chose de pourri dans le système.

Le niveau de vie des salariés a baissé, la consommation populaire aussi. Mais les valeurs boursières, elles, ont augmenté de 60% pour la seule année 1986! Le 31 décembre dernier, 50 milliards de dividendes boursiers ont été distribués d'un coup aux possesseurs d'actions boursières. 50 milliards, c'est l'équivalent d'une augmentation de 200 F par mois pendant un an pour 20 millions de salariés!

D'un côté, on dit aux cheminots qu'on ne peut pas leur céder sur les salaires, parce que ça mettrait l'économie en péril. Mais que, de l'autre, les bourgeois se distribuent, en guise d'étrennes, l'équivalent d'une augmentation générale des salaires pour tous les salariés de ce pays, ce serait normal, ça ne mettrait pas l'économie en péril!

C'est ce qui s'appelle se moquer du peuple.

Oui, Chirac et ses ministres ont bonne mine de faire la morale aux travailleurs, et de leur demander d'être "solidaires". Pourquoi est-ce à ceux dont la vie devient plus dure qu'on demande tous les sacrifices, et pas à ceux qui, à force de s'enrichir sur la sueur et les larmes d'autrui, ne savent même plus quoi faire de leur argent, sinon le jouer en Bourse?

Les bourgeois sont cyniques et le gouvernement ment. Il refuse les augmentations de salaires, mais c'est ce mois-ci qu'est entrée en vigueur la nouvelle loi sur les logements libérant les loyers!

Et il faudrait que les travailleurs renoncent à faire grève pour les salaires?

Les travailleurs auraient bien tort de se laisser impressionner. Ce n'est pas en se résignant, en se taisant, en ne faisant pas grève, qu'il y aura moins de chômage, moins de pauvreté. Bien au contraire. Renoncer à se défendre pendant qu'une minorité s'enrichit sur notre dos, c'est accepter de voir dans un avenir proche non seulement des chômeurs, mais aussi les salariés pourvus d'un emploi jetés à la rue avec leur famille, parce qu'ils ne pourront plus payer des loyers devenus exorbitants.

Ceux qui mettent l'économie en péril, ce sont ceux qui profitent du chômage pour baisser les salaires et cherchent des gains faciles et rapides en Bourse, pendant qu'il est encore temps, plutôt que de réinvestir leurs profits dans la production. Ce ne sont pas les travailleurs.

Et malgré le chômage, les travailleurs sont aujourd'hui en situation de faire peur aux patrons, et de les faire reculer. Et aux patrons du secteur privé en premier lieu, eux qui font de l'argent, beaucoup d'argent, grâce aux bas salaires. Car ces gens-là préféreront lâcher sur les salaires, s'il y a des grèves, que d'être menacés de tout perdre si les grèves s'étendent et se transforment en une véritable explosion sociale.

Alors, il faut que leurs craintes deviennent réalité. C'est la seule façon pour les travailleurs de se protéger de l'appauvrissement comme du chômage.

***Éditorial des bulletins d'entreprise du lundi 26 janvier 1987***

# Hausse des loyers: Ça démarre en flèche

La loi Méhaignerie est entrée en vigueur fin décembre 1986. Selon cette loi, des dispositions transitoires protégeraient dans une certaine mesure les locataires jusqu'au 1er octobre 1987.

Pourtant la flambée sur les loyers a déjà commencé depuis plusieurs mois, et elle va en s'accélérant. Bien des propriétaires, avant même que la loi soit entrée en vigueur, ont décidé des augmentations arbitraires, et souvent ils ne tiennent aucun compte des dispositions transitoires.

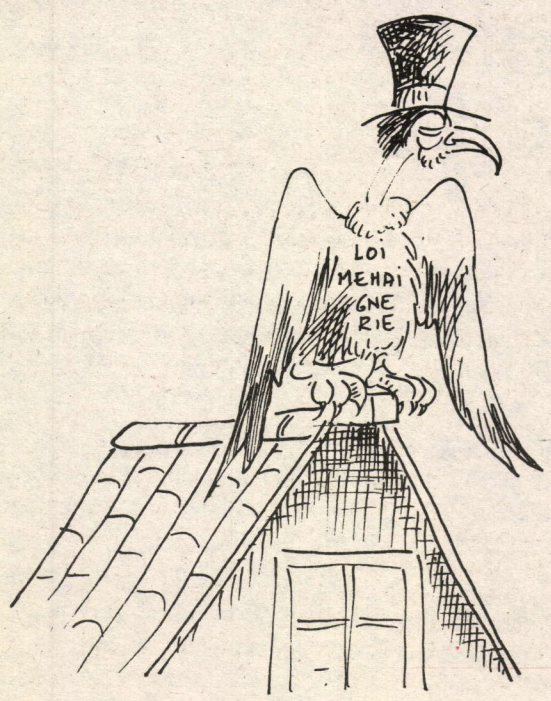
Ainsi *Le Monde* du 15 janvier notait : *"En octobre, on constatait que les loyers, en un an, avaient augmenté deux fois plus vite que l'indice du coût de la vie (4,6% en région parisienne, 5,1% sur l'ensemble de la France) : dès mars, le processus s'est accéléré, les propriétaires anticipant sur les mesures de la loi Méhaignerie."*

*L'Express*, qui n'est hostile ni aux propriétaires, ni au gouvernement de droite, fait la même constatation dans son numéro du 23-29 janvier. On y lit, sous le titre *"Loyers : dérapages incontrôlés"* : *"Agences immobilières, administrateurs de biens et propriétaires institutionnels n'ont pas perdu une minute pour adresser à leurs locataires des notifications en bonne et due forme... Pourquoi tant de hâte ? Pour ne pas rater l'échéance de renouvellement des baux en fin de course"*. L'hebdomadaire remarque : *"Certains bailleurs semblent avoir confondu vitesse et précipitation : ne respectant ni les délais (avec des propositions antérieures, parfois, à la promulgation de la loi), ni l'étalement légal des hausses sur les trois années à venir. Quant au répit d'un an imposé par le législateur à tous les baux expirant avant le 1er octobre 1987, il est bien souvent escamoté"*.

Et le journal cite une professionnelle : *"Ils exagèrent"*. *Maître Françoise Hermet-Lartigue prend d'habitude fait et cause pour ses clients propriétaires. Mais, là, elle a du mal à comprendre : dix cas litigieux sont déjà tombés sur son bureau en dix jours... "Il y aura forcément contestation ! Parce que les locataires ne pourront pas payer, tout simplement."*

**A.V.**

LES MOINEAUX DE PARIS NE SONT PLUS CE QU'ILS ETAIENT...




## Inflation

# Balladur inquiet... Et nous donc!

Balladur serait inquiet pour les prix... Y aurait-il eu une hausse des salaires qui aurait échappé aux travailleurs ? Enfin, quoi : on nous a assez répété que l'inflation, c'était à cause des hausses de salaires !

De hausses de salaires, point ! N'empêche, pourtant, Balladur aurait fait son deuil de bons indices pour les trois premiers mois de l'année. Un institut de conjoncture chiffre déjà les hausses de prix à 2,6% pour 1987, tandis qu'un autre les prévoit même à 3,1%... Et Balladur d'appeler *"tous les Français à faire un usage responsable de la liberté des prix..."* "Tous" les Français, cela ne concerne en fait que les industriels et les commerçants, puisque les salariés ne font pas partie des privilégiés qui peuvent fixer eux-mêmes leurs revenus...

Et certains industriels et commerçants n'y vont pas avec le dos de la cuiller. C'est ainsi que, sitôt la liberté des prix obtenue début janvier, les bars-cafés ont vu leurs étiquettes valser, de même que les réparateurs automobiles... C'est ainsi encore que la hausse du mark par rapport au franc va entraîner une augmentation automatique de tous les produits d'importation allemands...

A part ça, Balladur ne va tout de même pas jusqu'à modifier les prévisions officielles de hausses des prix, qui restent à 2% pour l'année. Ce n'est pas le moment, alors que le ministre de la Fonction publique, Hervé de Charette, refuse d'accorder une clause de sauvegarde aux salariés de l'Etat, certain qu'il est, dit-il, que le gouvernement tiendra ses "objectifs" en matière de hausse des prix...

# Un tiers plus 0,4%: IMPÔTS EN HAUSSE

Ah, elle est belle la diminution d'impôt que le gouvernement nous avait promise!

Ceux qui ont reçu leur premier tiers provisionnel pour 1987 ont pu constater qu'aux sommes habituelles venait s'ajouter la prétendue "contribution sociale" supplémentaire de 0,4%, représentant pour la plupart quelques centaines de francs supplémentaires à payer.

Lorsqu'en même temps que l'augmentation des cotisations à la caisse vieillesse de 0,7%, effective depuis juillet dernier, ce prélèvement avait été annoncé, il semblait tout aussi injuste et inadmissible aux travailleurs. Mais tant que la mesure n'avait pas été appliquée, on pouvait encore oublier que la décision en avait été prise et qu'elle allait tomber. Après tous ces discours gouvernementaux sur la nécessité de ne pas réclamer d'augmentations de salaires pour ne pas relancer l'inflation, cette ponction supplémentaire dans la poche des travailleurs, cette diminution de leurs revenus, a de quoi susciter la colère..

D'autant plus que, pendant que les petits contribuables vont ainsi payer plus, le gouvernement fait six milliards de cadeaux aux plus riches, en supprimant l'impôt sur les grandes fortunes, et il réduit l'impôt sur les sociétés, le faisant passer de 50% à 45% en 1987, et même 42% en 1988.

Nos porte-monnaie sont de plus en plus vides, mais la coupe est pleine!

## Chèques payants, ça se précise :

# Un hold-up bancaire de 4 à 12 milliards

Les banquiers commencent à annoncer les dates d'application et les détails des procédés qu'ils comptent utiliser pour facturer les chèques aux déposants. Après le Crédit Agricole, qui applique déjà la chose dans plusieurs régions, c'est au tour de la BNP d'annoncer ses tarifs.

Entre les frais de "tenue de compte" et ceux d'émission de chèques, la BNP s'octroie le droit de rafler jusqu'à 400 F par an à chaque client, somme qui pourra être diminuée... si le client laisse de gros dépôts et utilise peu son chéquier. Dans d'autres banques, les détails changent, mais le scénario reste le même.

Comme les banques ont pris la précaution de s'aligner les unes sur les autres, des millions de déposants, de travailleurs contraints par la loi de faire verser leur salaire sur un compte, seront donc "faits comme au coin d'un bois". Ils ne pourront même pas changer pour un CCP, le ministre des Finances, Balladur, ayant répliqué au ministre des PTT qui se disait hostile à ce système, que ce n'était pas à lui de décider !

Eh oui, les banques ont beau faire des bénéfices considérables (8 milliards en 1986) — entre autres d'ailleurs sur les comptes qu'elles ne rémunèrent pas mais dont elles placent l'argent — cela ne leur suffit pas. Avec l'approbation du gouvernement, elles s'apprêtent à faire le "casse du siècle" : prélever en toute impunité entre 4 et 12 milliards sur le dos de la population. A côté des banquiers, les Spaggiari, avec leurs chalumeaux et leurs égouts, ne sont même pas des galopins : des enfants de chœur...

# De combien les capitalistes vont-ils s'augmenter en 1987 ?

L'hebdomadaire *Investir* du 19 janvier publie à l'intention des boursicoteurs quelques exemples de prévisions d'augmentation des bénéfices de diverses sociétés cotées en Bourse, pour 1987.

Il paraît que c'est du sérieux, puisque cela vient des bureaux d'études de huit grands établissements financiers (BNP, CCF, Crédit Lyonnais, Société Générale, Indosuez, etc.).

Michelin + 40% ; Peugeot + 54% ; Essilor + 43% ; Bouygues + 18% (avec ça, on ne sait pas s'il va pouvoir s'acheter sa chaîne de télévision). Pour les industries d'armement, cela marchera toujours aussi bien (car là, Iran, Irak, Tchad, etc., c'est du "solide") ; Thomson CSF + 27% ; Matra + 75% !

Chez les capitalistes, les caisses vont déborder cette année ! A rapporter aux augmentations de salaires des travailleurs des entreprises concernées...

# L'assassinat de Malik Oussekine :

## *Un policier inculpé*

Le juge chargé de l'enquête sur la mort de Malik Oussekine a inculpé un policier voltigeur de 23 ans, le brigadier Christophe Garcia, de "coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner". Dès la mi-décembre, il avait reconnu devant l'IGS, la "police des polices", avoir frappé Malik Oussekine. Deux autres policiers présents à ses côtés, mais qui nient avoir frappé l'étudiant, n'ont pour l'instant pas été inculpés.

La justice et la police sont décidément bien lentes et bien prudentes. L'IGS, encore elle, avait reçu la plainte d'Olivier Baudry, adhérent du RPR matraqué le même soir que le malheureux Malik Oussekine, quelques centaines de mètres plus loin. Par les mêmes ? L'IGS n'avait pas donné suite. Il a fallu que la victime porte plainte elle-même devant la justice pour qu'on entende parler de cette histoire.

Aujourd'hui, un seul policier est inculpé. Mais à qui fera-t-on croire qu'il était sans ordres, et seul responsable ?

# Ceux qui possèdent plus de 100 milliards de centimes sont passés de 16 à 26 en un an !

Une couverture dorée, bien sûr, pour *L'Expansion* du 23 janvier qui publie son palmarès des *"100 Français les plus riches"*.

Parmi ceux-ci, les travailleurs de l'Oréal ne seront sans doute pas étonnés d'apprendre que "l'héritière", Liliane de Bettencourt, reste bonne première avec une fortune qui frise les 900 milliards de centimes. Le père des "crottinettes" et autres abribus, Jean-Claude Decaux, avec ses 170 milliards, n'est pas encore en haut de l'affiche mais, 11e de ce classement, il n'est déjà plus dans le caniveau... Juste derrière lui, en 12e, 13e et 16e positions, viennent trois Seydoux : à eux trois ils "pèsent" plus de 450 milliards de centimes grâce à UTA, Chargeurs Réunis, Spontex, Gaumont et, bien sûr, la "5" si généreusement obtenue avec la bénédiction de Mitterrand ! (Un quatrième Seydoux, en 39e place, fait figure de parent pauvre avec sa vingtaine de sociétés qui ne valent "que" 72 milliards de centimes).

Le travail temporaire enrichit son homme. A condition, bien évidemment, de ne pas être intérimaire. A preuve, Philippe Floriel-Destezet, patron d'Ecco, qui "vaut" plus de 100 milliards de centimes. Et comme l'action Ecco a déjà doublé en 1986 du fait du chômage, 1987 s'annonce prometteur pour lui...

En passant à la cantine, ayez aussi une pensée pour Pierre Belon, le patron du n° 2 de la restauration collective, SODEXHO : sur votre assiette il fait son beurre et sa motte atteint plus de 60 milliards !

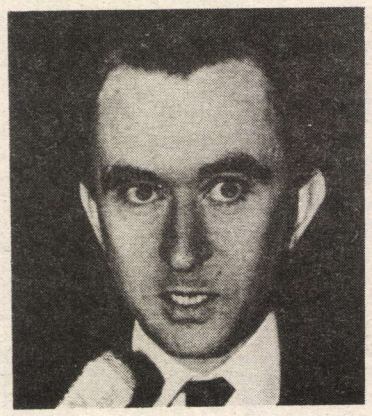
Et l'on pourrait allonger cette liste de patrons dorés sur tranche, tant il est vrai, comme l'écrit *L'Expansion*, que *"la fortune française est davantage dans l'entreprise que dans la pierre ou dans la terre"*. Jean-Louis Descours, gros actionnaire d'André, chausse du 43... milliards. Gérard Biotteau d'Eram passe à la pointure inférieure : du "40-42". Et même quand ça ne marche pas pour une société, ça marche encore pour le propriétaire. A preuve la fortune de Bernard Arnault des maisons Ferinel et repreneur de l'empire Boussac des Willot (ceux qui licenciaient à tout-va) : il a plus de 50 milliards de centimes et, selon *L'Expansion*, à 37 ans, il a *"un milliard de francs à sa portée"*.

Mais évidemment, le tiercé dans l'ordre, c'est la famille Dassault qui le touche : Madeleine, la mère, plus Serge et Claude, les deux fils, totalisent 1400 milliards de centimes. Comme le souligne *L'Expansion*, *"le niveau atteint dans notre précédent classement par Marcel Dassault* (700 à 750 milliards) *a été nettement dépassé"*. Alors, ne nous étonnons pas si le PDG de Dassault a programmé plusieurs centaines de licenciements cette année : c'est pour faire encore mieux dans le "classement" de l'an prochain !

S'excusant du fait que tous ces chiffres *"sont inférieurs à la réalité"* car *"œuvres d'art, portefeuilles en immobilier de placement"* sont *"difficiles à évaluer"*, la revue citée donne quand même un chiffre certain : en un an, son recensement des milliardaires (en francs, bien sûr !) est passé de 16 à 26. Allez, encore un effort, ils seront bientôt assez nombreux pour aller manifester contre les "nantis" de la SNCF, d'EDF ou d'ailleurs...

**P.L.**

*Serge Dassault*



*Bernard Arnault*

(AFP)

*Jérôme Seydoux*

# Université : plus d'étudiants, moins d'argent... et plus de manifestants

Monory, le ministre de l'Education nationale, risque peut-être de voir resurgir la colère étudiante : l'année scolaire n'est pas encore finie. En compagnie de Jacques Valade, le remplaçant de l'ex-ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur Devaquet, il a en effet présidé, jeudi 22 janvier, une réunion des présidents d'université.

Les universités, comme de nombreux services publics, sont en crise financière. Pour la première fois, le montant global des subventions de fonctionnement des 72 universités accuse une baisse de 1% par rapport à 1986, soit une baisse de plus de 3% si l'on tient compte de l'inflation. D'après le journal *Le Monde*, vingt-cinq universités voient leurs subventions de fonctionnement stagner ou augmenter légèrement, tandis que quarante-sept autres disposeront cette année de crédits inférieurs à ceux de l'année dernière. C'est l'université de Saint-Denis qui arrive en tête, si l'on peut dire, avec une baisse de 17%.

Alors, il a fallu rogner sur tout pour faire des économies. Ainsi, les crédits déjà très maigres attribués aux bibliothèques sont passés de 26 F à 23,50 F par tête de lecteur. Les prix de l'heure d'enseignement ont également diminué : en science et technologie il est passé de 29 F à 25 F, en droit, lettres et sciences humaines de 27 F on passe à 19 F.

Cette diminution des crédits de l'Etat met chaque université dans une situation d'autant plus précaire qu'il y a cette année un nombre plus important d'étudiants que l'an passé.

Alors, "hop, Valade, plus haut que Devaquet" ?

**François TUDOR**

# INTÉRIEUR

## GRÈVE CONTRE LE PROJET DE STATUT DES "MAÎTRES-DIRECTEURS"

# Les "instits" ne veulent pas de tuteurs!

**Les syndicats enseignants appelaient les instituteurs et les professeurs, le mardi 27 janvier, à une journée de grève et de manifestations. La grève a surtout été bien suivie dans les écoles primaires et maternelles, dont beaucoup étaient fermées ce jour-là. Dans le secondaire l'appel, diversifié selon les établissements (une heure ici, toute la journée là), a été beaucoup moins entendu.**

**Comme les travailleurs de l'industrie ou des autres secteurs, les instituteurs ou professeurs, surtout les plus jeunes ou ceux des plus basses catégories, ont des salaires en rade, pour des conditions de travail qui généralement empirent. Les gouvernements qui se succèdent cherchent à faire des économies sur les effectifs, à les réduire toujours plus. Salaires et effectifs sont donc parmi les principales revendications, auxquelles s'ajoute, chez les instituteurs, le rejet d'un projet de réforme du statut dit des ''maîtres-directeurs''.**

Le syndicalisme enseignant a la réputation d'être moins divisé que le syndicalisme ouvrier. Formellement, il y a une seule ''Fédération de l'Education Nationale'', avec ses syndicats par catégories (le SNI-PEGC — Syndicat National des Instituteurs — pour les écoles primaires et les collèges; le SNES pour les lycées; le SNESUP pour les universités; un autre syndicat pour le Technique...). Mais, outre que la CFDT (par le SGEN, Syndicat Général de l'Education Nationale''), Force Ouvrière et la CGT ont leurs antennes chez les enseignants, chaque syndicat de la FEN est officiellement divisé en tendances qui coïncident avec les courants politiques — petits et grands — existant dans le pays. Le milieu syndical est donc le champ clos de luttes d'influence ou de rivalités entre appareils concurrents, où les intérêts de la ''base'' sont rarement en première ligne.

Les différents courants ne mettent pas exactement dans le même ordre les revendications. Les militants du Parti Communiste (qui ont la majorité au SNES et animent la tendance ''Unité et Action'' chez les instituteurs) auraient tendance, non sans raison, à privilégier les revendications de salaires et d'effectifs qui préoccupent les instituteurs comme les travailleurs de l'industrie ou des services. Les responsables socialistes ''officiels'' — parmi ceux qui animent le courant majoritaire ''Unité Indépendance et Démocratie'' au SNI de Paris — auraient tendance à cultiver davantage le ''qualitatif''... mais surtout l'inaction. La présence dans la rue, le 27 janvier, du responsable de cette tendance aurait plu, mais étonné...

Cela dit, cette journée d'''action syndicale'' du 27 janvier a été marquée par les instituteurs et institutrices de Paris qui, en plus du reste, manifestaient aussi et surtout contre le projet de statut de ''maîtres-directeurs'', à l'initiative d'une ''coordination des instituteurs et institutrices de Paris en grève''. Le cortège de cette ''coordination'' regroupait autant d'instituteurs — 1 500 à 2 000 environ — que celui — séparé! — de la tendance Unité et Action qui avait aussi inscrit à son programme le refus de ce nouveau statut.

Le statut de ''maîtres-directeurs'' préoccupe beaucoup d'instituteurs, surtout parmi les plus jeunes et les plus sensibles au poids de la ''hiérarchie''. Mais la grève qui a démarré sur la question, à Paris, depuis le 12 janvier, à l'initiative de syndicalistes de gauche et d'extrême-gauche, ne s'élargit pourtant pas.

La grève reste ultra-minoritaire. Au plus fort, elle a touché cette dernière quinzaine quelque 250 à 300 instituteurs parisiens, sur environ 8 000. Le mouvement a un peu gagné en banlieue, mais il y est aussi minoritaire qu'à Paris. Deux manifestations, l'une au ministère, l'autre à Matignon, avaient rassemblé les mêmes 300 à 400 personnes. Les assemblées générales convoquées par la ''coordination'' qui est, de fait, un petit cartel syndical entre militant du SGEN-Paris et militants de l'Ecole Emancipée (dont des militants de la LCR) ont rassemblé jusqu'à 300 à 400 personnes, mais plus généralement une centaine, même pas toujours le total des grévistes.

La grève des instituteurs et institutrices continue. Mais elle ne se transforme pas en réel mouvement, même si le mécontentement général existe, en particulier contre ce projet de nouveau statut dont certains espèrent qu'il connaisse le bonheur du ''projet Devaquet''!

Ce projet Monory des maîtres-directeurs voudrait transformer les directeurs, qui sont actuellement des instituteurs qui postulent pour être chargés du travail administratif (et déchargés de classe pour cela, du moins dans les grandes agglomérations), en un corps séparé, distinct, hiérarchiquement supérieur et définitivement mieux payé. Les directeurs sont déjà mieux payés que les instituteurs. Ils ont une prime, qui est fonction du nombre de classes dont ils ont la charge administrative. Mais le nouveau statut les ''caserait'' dans une grille de salaires différente; une nouvelle catégories de personnel serait ainsi créée... et 150 millions de francs seraient réservés à ces ''promus''.

En fait, Monory voudrait répondre à la revendication d'une minorité de directeurs, parmi les plus réactionnaires, auxquels la droite avait promis que... ou laissé espérer que... Mais les instituteurs, plutôt de gauche, sont attachés à un certain égalitarisme. Certains directeurs, statut ou pas, jouent déjà aux ''chefs'' du fait de leur spécificité fonctionnelle. Mais ce n'est pas souvent le cas, et les instituteurs qui le désirent bénéficient d'une marge de manœuvre dans le domaine pédagogique. Ils ne veulent pas la voir remise en cause et surtout, comme les étudiants pour les plus jeunes, ils en ont marre des projets qui voudraient renforcer l'inégalité, l'élitisme, la ségrégation et la division. Bien des directeurs sont avec eux. Alors le mécontentement se cristallise là-dessus. Le mouvement des étudiants et des lycéens auxquels les jeunes instituteurs ont été sensibles et attentifs y est pour quelque chose!

Cela dit, ça ne suit pas. La grève ne s'étend pas et il n'y a pas de mouvement. Le climat n'est pas estimé favorable à la lutte, pour le moment du moins. Si beaucoup d'instituteurs et d'institutrices sympathisent avec les grévistes et leurs revendications, la grande majorité n'a pas envie de s'y mettre. Elle n'a pas la combativité pour. Certains se réfugient derrière l'absence de consignes des syndicats majoritaires; d'autres, derrière l'éventuelle impopularité d'un mouvement de grève des instituteurs, après le cheminots... Les instituteurs n'auraient pas les moyens d'une grève longue, et guère de chances de l'emporter...

Cela dit, Chirac n'a toujours pas signé le projet de statut de ''maîtres-directeurs'' de son ministre Monory. L'application de ce projet dépend de ce paraphe. Chirac a l'air d'hésiter... Il n'a pas l'air si sûr de lui! On se demande pourquoi!

**Correspondant L.O.**

# DANS LES ENTREPRISES

## PEIGNAGE AMÉDÉE PROUVOST (Roubaix)

# Les ouvriers ne veulent plus se laisser tondre la laine sur le dos

Depuis le vendredi 23 janvier, le travail au Peignage Amédée Prouvost est arrêté.

Lors de la négociation générale sur les salaires du Textile du 15 janvier, les représentants patronaux ne proposaient qu'une augmentation de 0,7% en mars, et 0,8% en octobre, alors qu'ici, au Peignage, plus de la moitié des salaires avoisinent le SMIC!

A Amédée, au début de la semaine dernière, la direction consentait à faire passer cette aumône de mars à 1%. De 1981 à 1985, les bénéfices distribués aux actionnaires, essentiellement la famille Prouvost-Lefebvre, sont passés de 2 à 10,7 millions de francs, soit un total de 27,6 millions de francs en cinq ans: plus de 27 000 F par salarié d'Amédée, près de six mois de salaire! Et, cette année, les bénéfices prévus sont encore en hausse.

Alors, vendredi 23, quand la CGT et la CFDT ont appelé pour 8 h 30 à un débrayage d'une heure, le ras-le-bol a éclaté.

M. Albert-Bruno Prouvost était parti avec son épouse faire un tour du monde — avec le bénéfice qu'il fait sur notre dos. Eh bien, nous, nous avons refusé de nous laisser mener en bateau par le directeur qui disait ne pouvoir négocier en l'absence du PDG. Et, dans le grand hall des bureaux, la grève a été décidée. L'équipe d'après-midi faisait de même, et nos revendications étaient mises en avant:

— salaires: 3% plus 1,50 F de l'heure au premier janvier 1987;
— équipe de nuit: 30% de prime au lieu de 25%;
— prime de sécurité pour tous (et non seulement les agents de maîtrise);
— paiement des heures d'arrêt de travail.

L'équipe de nuit entrait à son tour en grève. Mais ce qui a renforcé tout le monde, c'est que l'équipe du matin, en récupération ce samedi 24, poursuivait le mouvement, et votait même la grève pour lundi, avec assemblée générale à 10 heures.

Déjà vendredi et samedi, le mouvement était largement suivi par 70 à 90% des ouvriers de chaque poste. Et lundi, à 4 heures, peu d'ouvriers du matin se présentaient pour travailler.

Le lundi, à 10 heures, environ 300 des quelque 800 ouvriers du Peignage occupaient le hall des bureaux, alors que seuls 20 ou 30 non-grévistes de l'équipe du matin faisaient tourner quelques machines avec les agents de maîtrise.

Le directeur proposait d'avancer au premier janvier le 1% proposé initialement au premier mars. Le directeur dut remballer sa proposition sous les huées des grévistes. Peu après, il annonçait qu'il acceptait de négocier avec les syndicats qui dirigeaient la grève, la CGT et la CFDT.

Une partie des grévistes, méfiants, tenaient à ce que les délégués n'aillent pas qu'à deux pour négocier. Finalement, il y eut deux représentants par syndicat et cinq ouvriers de différents secteurs qui entrèrent dans le bureau, avec consigne de revenir toutes les cinq minutes rendre compte. Ce qui fut fait.

Le ton montait, et tout le monde se rendait compte que la direction ne voulait rien lâcher sur les revendications qui avaient été mises en avant vendredi. Chaque fois que la porte s'ouvrait, les huées envers la direction augmentaient. Il fut décidé de continuer la grève et de faire le tour des ateliers, pour entraîner les quelques ouvriers de l'après-midi qui avaient pris leur poste.

Alors, pour les prises d'équipe suivantes, les piquets de grève furent organisés, pour ne laisser rentrer que les agents de maîtrise. Pratiquement aucun ouvrier n'est entré mardi après-midi, et pour la première fois depuis longtemps, plus aucune machine n'a tourné, les contremaîtres renonçant à faire semblant de faire sortir la production. D'autant plus que le blocage des deux grandes entrées ne permettait plus le passage des camions, ni pour rentrer la laine brute, ni surtout pour sortir les bobines de ruban peigné.

A Amédée, mercredi à 17 heures, les responsables syndicaux ont annoncé que ce qui était proposé maintenant, c'était: 1% en janvier, 0,5% en mars, 0,5% en octobre, etc.

A chaud, les réactions des grévistes présents étaient vives: *''La direction se moque de nous, on continue''.*

L'assemblée générale de jeudi à 10 heures devra décider de l'organisation de la suite du mouvement.

A la Lainière, à deux rues de là, il y a aussi des négociations salariales qui concernent 2.500 ouvriers et ouvrières. Et la grève, qui bloque le Peignage Amédée ne les laisse pas indifférents. Alors...

**Correspondant L.O.**

*Les gaietés de l'entreprise*

# A Autun, on ne Bas-Dim pas avec l'humour

La direction de l'usine DIM-Saint-Andoche, installée à Autun en Saône-et-Loire, ainsi que huit cadres ont décidé d'assigner en justice deux diffuseurs du bulletin Lutte Ouvrière.

D'emblée, l'encadrement a très mal supporté la diffusion des bulletins Lutte Ouvrière commencée en juin 1985. Plusieurs fois, des cadres ont tenté d'intimider les diffuseurs et cela s'est traduit par quelques échanges de coups.

Parallèlement, la chasse, à l'intérieur de l'usine, à ceux soupçonnés de pouvoir donner des renseignements à Lutte Ouvrière, a commencé dès la parution du bulletin. Ainsi en août 1985, un délégué CGT, soupçonné d'être un informateur, sans que jamais la direction n'en ait apporté la moindre preuve, a été licencié après toute une mise en scène de faute professionnelle; le licenciement a été refusé par l'inspecteur du travail et ce militant a dû être réintégré. Mais la direction a fini, dans un deuxième temps, en juillet 1986, par "avoir sa peau" et a réussi à le faire licencier de l'entreprise. Mais comme ce licenciement n'avait pas interrompu la sortie du bulletin, la direction a poursuivi ses tentatives.

Le jeudi 20 septembre, au lendemain d'une diffusion du bulletin, différents chefs ont réuni par groupes quasiment l'ensemble du personnel et ont, textuellement, menacé de licencier toute personne qui prendrait le bulletin devant l'entreprise ou qui serait vue en train de discuter avec les diffuseurs de Lutte Ouvrière.

La direction de DIM n'aime pas certaine publicité. Mais question pub, c'est mal parti pour eux. Les tracasseries de la direction contre Lutte Ouvrière et la chasse aux sorcières contre les ouvriers mal pensants, ou supposés l'être, commencent à être connues dans la région, et cela n'est sans doute pas fini...

Le bulletin Lutte Ouvrière est devenu depuis quelque temps — par les bons soins de la direction — un journal très recherché, circulant certes très clandestinement sous le manteau, mais qui alimente les conversations, le soir, à la veillée dans les chaumières d'Autun et des environs...

L'assignation des deux diffuseurs représente une nouvelle péripétie.

Motif? Avoir distribué des tracts qui révèlent **"l'intention de nuire au bon fonctionnement de la société DIM ainsi qu'à l'autorité des cadres"**, avoir causé un préjudice par **"l'emploi d'allégations pernicieuses... de surnoms désobligeants et explicites à l'encontre des cadres"**.

A l'appui de sa requête, DIM cite des extraits de tracts de Lutte Ouvrière. Ainsi, dans le tract du 14 octobre, il est reproché à Lutte Ouvrière d'avoir dit à propos d'un accident du travail: **"Une fois de plus, les scies ont justifié leur réputation: une camarade s'est coupé un morceau de doigt. Ces machines sont dangereuses et la direction le sait depuis longtemps. Et visiblement, ce n'est pas près de changer. Chez DIM, on fabrique des produits à la mode avec des machines ringardes. Mais pour la direction, il semble bien que ce qui est ringard, c'est d'investir dans la sécurité".**

Que reproche donc DIM à Lutte Ouvrière? De dire la vérité? De dénoncer ce que n'importe qui peut constater tous les jours chez DIM?

Quant à la requête des huit cadres, nous ne résistons pas au plaisir d'en citer un large extrait:

**"Attendu que les 8 cadres requérants ont été l'objet de railleries.**

**Qu'ils n'ont pas été nommément désignés, mais qu'il est aisé d'établir le lien entre leur nom ou leur fonction et les surnoms inventés par les défendeurs.**

**Qu'ainsi, "Barbe-Bleue" se trouve être André Boudot.**

**Qu'en effet, outre le physique du requérant, le lien est mis en évidence par le fait que dans le tract du 8 juillet 1985 il est dit: "Il paraît que la semaine dernière, notre Barbe-Bleue général est parti de l'usine sans signer notre chèque vacances", M. Boudot ayant la co-signature des chèques pour les Comités d'Entreprise.**

**Qu'encore, "Olive" se trouve être Madame De Stefano, responsable du matelassage.**

**Que le "Poisson-chat" désigne Mme Develay, qui planifie la présence des opérateurs sur les différents postes de travail.**

**Que M. Rodriguez est surnommé "Le Lézard" au travers de la quasi-totalité des tracts, et qu'en tant que responsable de la coupe, il fait l'objet des attaques les plus véhémentes.**

**Qu'enfin, il est aisé de reconnaître comme étant "Le Crabe, "Roule-ta-bille", "Grospichet" et "Kirirotte", respectivement MM Grabowski, Labille, Profichet et Christian Rebeyrotte.**

**Attendu que les termes employés à leur encontre leur ont causé le plus grand préjudice puisque, étant cadres, leur autorité s'en est trouvée amoindrie.**

**Qu'en effet, l'ensemble des salariés de la société DIM a lu les différents tracts.**

**Que M. Rodriguez, visé dans la quasi-totalité des tracts, a subi un préjudice plus grand. (...)"**

Pour toutes ces "railleries" et ce qui n'est qu'une mise en boîte, chaque cadre demande 5000 F de dommages et intérêts, avec une prime à celui qui s'estime avoir été **"l'objet des attaques les plus véhémentes,** "Le Lézard" qui, lui, demande 20 000 F... C'est cher pour un si petit animal...

Au total DIM réclame donc environ 10 millions de centimes aux diffuseurs de Lutte Ouvrière.

Visiblement les patrons de DIM ne font pas dans la dentelle.

**Correspondant L.O.**

CHÂTEAUROUX

# André, le chausseur sachant exploiter

Nous sommes 200 employés à l'usine de Châteauroux. La moitié d'entre nous ont signé des contrats d'un an, à temps partiel et à durée déterminée.

Nous travaillerons 26 semaines minimum et 36 semaines maximum dans l'année. Ceux qui ont signé les premiers contrats, en juin 1986, ont déjà eu trois mois d'arrêt et n'ont rien touché car, pendant les semaines de chômage, nous n'avons pas droit aux Assedic. Nous sommes payés 26 semaines pour manger 52. Il faut donc chercher un autre travail, pour pouvoir manger. Comme nous n'avons pas le droit de nous inscrire à l'ANPE, les boîtes d'intérim sont la seule solution. Mais la plupart nous ferment la porte au nez car André peut nous rappeler à n'importe quel moment. André nous veut à sa disposition.

Quand André nous rappelle, c'est pour nous annoncer que nous travaillons le samedi. Nous ne pouvons rien prévoir car nous faisons des semaines de trois jours ou de six jours, en équipe du matin ou du soir, suivant les besoins de la direction.

Ces contrats ne sont pas légaux, et il s'agit d'un arrangement avec l'inspection du travail. A une dizaine, nous avons décidé d'attaquer aux Prud'hommes. Quand la direction en a eu vent, elle a d'abord réagi en menaçant de licenciements. Mais maintenant, elle commence à nous promettre de payer les vacances et une prime de fin de contrat.

RVI-Vénissieux

# Trois semaines de grève pour les soudeurs de treillis

Les soudeurs des treillis, à l'atelier Car et Bus, achevaient mercredi 28 leur troisième semaine de grève. Mais la direction n'a toujours rien cédé sur leurs revendications: 500 F d'augmentation avec une grille de salaires spécifique au secteur, amélioration des conditions de travail et augmentations individuelles pour tous.

Ils ont fait une manifestation à la direction générale à la Part-Dieu à l'occasion de la réunion sur les salaires et ils font des collectes dans les autres ateliers de Vénissieux. Mais, jusqu'à présent, ils n'ont pas vraiment essayé de convaincre d'autres travailleurs d'entrer en lutte avec eux. Il faut dire que les militants CGT qui dirigent la grève militent contre cette idée, bien qu'officiellement le syndicat CGT se dise pour l'extension de la lutte.

Mardi matin, un autre secteur de soudure (DE 5) a débrayé à plus de 80% à l'initiation de deux militants pour se réunir et discuter de la grève. Une blouse blanche est arrivée pour impressionner les travailleurs, et ce sont finalement les soudeurs des treillis qui l'ont fait fuir en venant rendre visite à leurs copains de DE 5.

Ils ont un peu réchauffé l'ambiance, mais les travailleurs de DE 5 n'ont fait qu'une heure trente de grève, car ils ne sont pas prêts actuellement à faire plus. Les soudeurs des treillis, eux, continuent la grève.

**Correspondant L.O.**

DOUBS

# Thermomètres gelés, loyers dégelés

Dans le pays de Montbéliard comme ailleurs, les loyers sont à la hausse. Ainsi à Pézole, quartier de Valentigney, quelque 200 familles ont vu leurs charges locatives augmenter de 20% depuis le 1er janvier. C'est sous prétexte de travaux de rénovation engagés depuis six mois que l'"Union de Franche-Comté", propriétaire de ces logements HLM, justifie l'augmentation.

A l'initiative de quelques habitants du quartier, une pétition contre cette hausse abusive a circulé et a été massivement signée. Beaucoup de locataires ont à cette occasion exprimé leur mécontentement. Ainsi on a pu entendre: **"Avant juin dernier, il n'y avait pas eu de travaux depuis plus de vingt ans, ce qui n'a pas empêché nos loyers d'augmenter. Alors, depuis le temps, les bâtiments doivent être largement amortis".** Ou encore: **"La rénovation, c'est bien beau, mais rien n'a été fait pour le bruit et l'isolation thermique".**

Les habitants du quartier n'ont sûrement pas encore dit leur dernier mot.

**Correspondant L.O.**

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE VIEILLESSE DES TRAVAILLEURS SALARIÉS (Paris 19e)

# La grande pagaille des pensions au mois

Depuis près d'un an, la mensualisation des pensions de vieillesse est présentée par les gouvernements — c'est celui de gauche qui a pris la décision, et c'est celui de droite qui l'applique — comme une grande avancée en matière sociale. Au lieu d'être payés trimestriellement, les retraités du régime général seront désormais payés mensuellement. Et tous les retraités ont reçu ces dernières semaines une lettre leur annonçant fièrement ce formidable changement, et la date à laquelle leur première mensualité serait payée.. Ça, c'est le côté "pub", le côté "y a qu'à" du ministère et de la direction de la Caisse Nationale de Vieillesse.

La réalité a été toute différente : d'abord, les premières pensions mensualisées qui devaient être payées dans les premiers jours de janvier, ont eu, au minimum, dix jours de retard. Résultat, les retraités inquiets n'arrêtent pas de venir, de téléphoner, d'écrire pour avoir des nouvelles. Et cette avalanche de lettres et de coups de téléphone (il est actuellement impossible d'obtenir le standard) accroît encore un peu plus le nombre de dossiers à traiter... et la pagaille se généralise de plus belle.

## • Y'aurait de quoi être timbré

A la Postale, la surcharge de courrier devient incroyable : 7.000 à 8.000 lettres à dépouiller, à classer, à ventiler par jour au lieu des 3.000 à 4.000 habituelles.

La direction a provoqué, avec ses promesses de mensualisation, une avalanche de lettres inquiètes, vu que les retraites n'ont pas été payées en temps et en heure.

Alors, tous les chefs cherchent la bonne idée pour aller plus vite, qui annule en passant celle du chef précédent.

Mais rien n'y fait. Des milliers de lettres s'entassent, au même rythme que les bourdes et les publicités mensongères de la direction.

## • Tout va très bien... Madame la Marquise

Depuis quelque temps, cela relève du miracle de joindre la Caisse au téléphone. En effet, un disque annonce souvent : "Par suite d'encombrements... veuillez rappeler ultérieurement".

Est-ce un engouement subit des assurés pour la Caisse qui sature le standard ou bien une inquiétude et une mauvaise humeur bien justifiées des assurés qui ne reçoivent pas leur pension ?

## • Ça devient mystique

Depuis plusieurs semaines, en Liquidations, avec la mensualisation... tout est urgent.

Chaque matin, c'est la même rengaine : faites vos 3/3, vos 3/1, n'oubliez pas les préliquidations pour les chômeurs, les adultes handicapés...

Le plus urgent c'est de définir ce qui n'est pas urgent. D'autant qu'à force de faire et défaire au gré des ordres et contre-ordres, les assurés ne sont pas payés. Résultat : les téléphones et les "secrétariat-technique" pleuvent.

Que la direction se convertisse au bouddhisme, elle aura peut-être la chance de voir pousser trois paires de bras aux liquidateurs !

## • Le temps c'est de l'argent

Avec la mensualisation, la direction a supprimé l'arrondi dans le paiement des pensions. Auparavant avec l'arrondi aux 50 centimes supérieurs, les différences de quelques centimes ne provoquaient pas de rejet de la part des Contrôles. Ce qui n'est plus le cas maintenant et depuis, aux Liquidations et aux Contrôles, on traque le centime.

Tomber juste, c'est l'exploit !

Tant et si bien que pour une erreur d'un centime, un dossier peut faire l'aller et retour Liquidations-Contrôles deux ou trois fois.

## • Publicité mensongère

La direction a refusé qu'il y ait une conférence de presse à l'Accueil, avec prise de photos !

Elle ne tient pas à ce que le public sache que les assurés ne sont pas payés suite à la mensualisation. Elle préfère qu'il reste sur ses cocoricos et ses fanfaronnades.

*Extraits du bulletin* Lutte Ouvrière *de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse*

# Désordre électronique

En même temps que la mise en place de la mensualisation, la direction a décidé l'installation d'un nouveau programme informatique, le "GDA", pour gérer sur écran les dossiers des retraites. Pour l'instant, ce nouveau système représente un énorme surcroît de travail, puisqu'il faut rentrer une masse d'informations. A terme, on se demande même si ça se traduira par un gain réel de commodité vu les expériences très malheureuses que la direction nous a imposées avec l'informatisation de certaines tâches. De ce fait, l'ensemble des "liquidateurs", c'est-à-dire ceux qui traitent une demande de pension, refusent de mettre en place ce "GDA".

Et depuis trois semaines, une petite agitation existe dans tout le secteur : chaque semaine — et parfois même plusieurs fois par semaine — les liquidateurs sont montés chez différents directeurs pour protester contre les conditions de travail, et demander des effectifs supplémentaires. Plusieurs assemblées générales des liquidateurs ont déjà eu lieu.

Et comme le nombre de dossiers augmente, la pression des chefs redouble, la pagaille se généralise, le ras-le-bol va peut-être éclater.

UAP (Paris-La Défense)

# A l'UAP, leur show ne nous laisse pas froid

Alors que la FFSA (fédération patronale des assurances) vient d'annoncer des augmentations de salaires prévues pour 1987 (0% venant après l'annulation d'une augmentation de 1% annoncée pour septembre 1986), Yvette Chassagne, PDG de l'UAP, ne manque pas d'argent : vendredi 30 janvier, elle organise au stade de Bercy un grand show publicitaire. Sont conviés certains cadres et les réseaux commerciaux de l'UAP (agents, prospecteurs, etc.), les journalistes... En tout 10.000 personnes.

Coût prévu de cette grande sauterie : 23 millions de francs (2,3 milliards de centimes) dont un petit chèque de 300.000 francs pour les Restaurants du Cœur. Le buffet campagnard géant doit coûter à lui seul 3.150.000 francs (soit 630.000 repas aux Restaurants du Cœur, ont remarqué certains).

Pour les déplacements et l'hébergement des participants dont la plupart viennent de province : 7.170.000 francs avec avion 1re classe, 7.500 chambres d'hôtel réservées, 160 bus, etc.

Dans les bureaux, les conversations vont bon train : *"Elle exagère, c'est de la provocation"*. L'initiative de la direction fait la quasi-unanimité contre elle et un certain nombre d'employés disent vouloir "marquer le coup". Toujours est-il que, pour la première fois depuis longtemps, on a discuté de débrayage, de manifestation...

Sur l'établissement Le Peletier, la CGT a fait circuler une pétition qui a été inégalement signée ; à la Tour Assur à La Défense, elle parle d'une carte-pétition. Rue Jules-Lefèbvre où rien n'était encore proposé, nous nous sommes réunis mercredi à 58 employés. Nous avons décidé la diffusion à nos collègues d'un tract de protestation et de faire circuler nous-mêmes une pétition à porter à la direction de l'établissement, vendredi...

**Correspondant LO**

LILLE
LYCÉE PROFESSIONNEL FERRER

# Le froid nous échauffe les oreilles

Au lycée professionnel Ferrer, dans la banlieue ouvrière de Lille, la vague de froid a fait grelotter les 600 élèves et les 60 enseignants.

Mais le froid n'est pas le seul responsable ; la vétusté du LEP a aussi sa part. La moitié de l'établissement est fait de "bâtiments démontables" c'est-à-dire des baraquements qui sont là depuis trente ans, et donc aujourd'hui dans un état de délabrement lamentable.

Chaque hiver les poêles à mazout alimentés par une cuve extérieure s'arrêtent, faute de mazout, le carburant étant figé dans les tuyaux.

Ces dernières semaines, malgré tous les efforts des agents qui tentaient de chauffer les tuyaux au chalumeau, la température grimpait difficilement jusqu'à moins 6 degrés quand les vieux poêles acceptaient de fonctionner.

Les conditions de travail dans ce lycée complètement délabré étaient déjà détestables. Le froid les a rendues insupportables.

Nos esprits, eux, se sont réchauffés. Profs, élèves et parents, tous ensemble, nous nous sommes mobilisés : prise de contact avec la presse, visite à la télé régionale et finalement une manifestation devant le Conseil régional où nous étions 150 au coude à coude pour réclamer la reconstruction de Ferrer promise depuis des années et toujours différée. Et dans l'immédiat : du chauffage dans toutes les salles, de la lumière dans les ateliers ; une salle de permanence et un foyer chauffé pour les élèves, qui, actuellement, quand il n'y a pas cours, sont obligés de faire les cent pas dans la cour !

Au Conseil régional, les élus, dans leurs petits souliers, semblaient inquiets de nous voir dans la rue et ont vite montré de la bonne volonté devant notre manifestation.

Alors que, depuis des années, rien ne bougeait, nous avons d'ores et déjà obtenu grâce à cette mobilisation 500.000 F de crédits pour commencer les travaux, six feux supplémentaires et la promesse du remplacement des anciens préfabriqués par des "préfas" neufs.

C'est parce que cela a commencé à chauffer... que le froid va reculer.

*La manifestation des instituteurs du 27/1/87 (Ph. E. Kagan).*

SNCF-ATELIERS D'ENTRETIEN DE VILLENEUVE SAINT-GEORGES

# Face au non-paiement des congés et repos, les cheminots réagissent

La direction de la SNCF envisage, en plus des jours de grève, de retirer aussi les repos et congés de la période de la grève en les considérant comme jours de grève. A ce jour, seuls les deux ponts de fin d'année (les 25 et 26 décembre et les 1er et 2 janvier) ne sont pas comptés comme jours de grève.

Lundi 26 au matin, nous étions une trentaine, tous anciens grévistes, à nous retrouver en AG, appelée par la CGT. Pour tous, il n'était pas question d'accepter sans réagir. Ainsi, avec d'autres cheminots des établissements voisins — Villeneuve-Prairie, dépôt de Villeneuve — nous somme allés à une centaine trouver le directeur de la Région Sud-Est.

Pendant trois heures, nous l'avons retenu dans la salle où il se trouvait avec d'autres patrons. Pendant ces trois heures, il a bien dû nous entendre. Beaucoup de cheminots ne se sont pas gênés pour lui dire ce qu'ils avaient sur le cœur: à propos des cadres non-grévistes qui faisaient rouler les trains alors qu'ils ne connaissent pas grand-chose à la sécurité, qui ont saboté le matériel, qui ont fait courir des risques aux voyageurs, et aussi bien sûr, sur nos repos comptés en grève...

Voyant que nous n'avions pas l'intention de partir, il faisait appeler les huissiers, le commissaire du 12e arrondissement, les CRS. Tout ce monde pour nous évacuer en douceur.

Le directeur n'a pas voulu négocier ni céder sur les congés. Cette négociation entre la direction et les syndicats était prévue mais plus tard, le mercredi 28.

Si la direction espérait faire passer ce mauvais coup sans provoquer la réaction des cheminots, c'est quand même raté!

RATP

# Réseau routier: après la grève

Dans quelques dépôts d'autobus, une petite minorité de machinistes, suivant les consignes de la CGT, ou individuellement, a continué de faire grève une ou deux heures chaque jour jusqu'au 23 janvier. Certains ont aussi fait la grève de la publicité en retournant les panneaux publicitaires qui sont sur les bus.

L'accord signé par la CFTC, l'USI (Union des Syndicats Indépendants), FO-ATMIC (Techniciens, maîtrise, cadres) et les syndicats autonomes (la CGT, la CFDT et FO-exécution ont refusé de signer), ne peut satisfaire en aucune façon les machinistes.

Cet accord donne:
– 1,7% de plus sur les salaires, en deux fois (1,20% au 1er juin 1987 et 0,5% au 1er octobre);
— 17 F de plus par mois sur les primes, au 1er juillet (20 F pour les techniciens et certains agents de maîtrise);

— L'intégration d'un tiers de l'allocation de résidence au salaire de base, ce qui représente 0,8% du salaire mensuel;

— Une augmentation de 0,5% du coefficient (les salaires sont exprimés en coefficients, et pour un machiniste débutant, par exemple, cela représente 36 F par mois d'augmentation environ).

Parmi les machinistes, les discussions étaient animées la semaine dernière. Quelques-uns, déçus de n'avoir rien obtenu, n'avaient pas le moral.

Mais beaucoup d'autres disent que la prochaine fois, il faudra s'organiser mieux. C'est l'opinion en particulier de beaucoup de jeunes qui faisaient là leur première vraie grève.

**Correspondant L.O.**

THOMSON-VÉLIZY (D.T.E.)

# La "sécurité totale", vous connaissez?

Trois semaines après l'explosion qui a endommagé un secteur de l'usine Thomson de Vélizy, le travail a repris peu à peu pour les ouvriers mis au chômage technique. Mais ce n'est pas dans les conditions d'avant, loin s'en faut. Et le froid étant venu compliquer les choses, ce fut une belle pagaille.

**LA "QUALITE TOTALE": TRAVAUX PRATIQUES**

Depuis quelque temps, la direction menait une campagne pour la "qualité totale": réunions, stages, concours d'affiches même, elle avait sorti tout un arsenal de propagande pour tenter de nous convaincre des bienfaits du travail soigné. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les travaux pratiques ne suivent pas!

Les "salles grises" de fortune où sont montés les tubes électroniques sont effectivement grises... de poussière, et l'arme suprême dont on dispose est l'aspirateur ménager!

Les travailleurs des ateliers touchés ont été répartis dans d'autres secteurs, des couloirs ou des salles de réunion. Chacun a pu être casé et la solidarité entre travailleurs a joué. Ainsi à la Mécanique du GED, où un chef proposait d'instaurer le travail en équipe pour faire travailler des ouvriers de secteurs détériorés, tout le monde a décidé de se serrer pour permettre d'installer les machines de l'atelier détruit et continuer à travailler en normale.

Par ailleurs, la direction, qui décidément a le sens de l'humour, a accéléré son programme de stages sur la "qualité totale", faisant prioritairement passer les travailleurs au chômage technique.

Comme elle n'envisage pas de licenciements pour l'instant, l'ambiance s'est détendue. D'autant plus que, devant la pagaille, les chefs sont désorientés et fatigués. Visiblement aussi, ils ont reçu la consigne d'y aller "patte de velours" avec nous. On a pu voir ainsi des installations provisoires d'air comprimé envoyer des avions en papier, ou des casques de sécurité (obligatoires dans la zone sinistrée) s'orner d'antennes ou d'oreilles de Mickey...

Cela ne nous fait pas oublier qu'une partie de l'usine a sauté, et que ce qui a provoqué l'explosion n'est toujours pas expliqué. D'après les enquêteurs, il s'agirait d'hydrogène... mais personne n'a trouvé d'où il aurait pu venir! Et on se dit que, peut-être, on n'en saura jamais plus.

**UN MANQUE DE SECURITE FLAGRANT**

La manière dont la sécurité est assurée dans l'usine a en effet de quoi rendre méfiant. Chacun se rappelle maintenant des exemples de laisser-aller dangereux.

Dans l'atelier où s'est produite l'explosion, des fours avaient été montés de façon anarchique, et leur nombre trop élevé obligeait à mettre les détendeurs d'hydrogène sur 8 bars au lieu de 3,5 pour assurer le débit.

Dans la salle des fours, où il y a plus de cinquante fours alimentés par hydrogène ou gaz craqués, certains tuyaux de caoutchouc sont utilisés au-delà de la date limite; parfois, ils sont raccordés à des embouts métalliques lisses, ôtant de leur efficacité aux colliers de serrage. Bien souvent, les bricolages provisoires sont devenus définitifs, et à la place de manomètres à hydrogène se trouvent des manomètres à air ou à oxygène: allez savoir alors s'il y a surpression dans les conduites de gaz! Dans certaines vannes, on peut entendre les fuites à l'oreille.

Dans les conduites d'eau, par contre, aucun problème pour localiser les fuites, le gel étant venu achever ce que l'explosion avait épargné.

Suite à la demande de l'inspecteur de la CRAMIF, la direction s'est engagée à installer des détecteurs de concentration d'hydrogène dans certains locaux. Mais le fait qu'elle n'en avait jamais mis jusqu'à présent, alors que cela avait déjà été demandé, n'est pas fait pour rassurer.

**QUI VA PAYER LA NOTE?**

La direction, consciente de toutes les défaillances et essayant de nous lier à son sort, se montre tout sourire pour l'instant. Gomez, venu constater les dégâts, nous a même transmis **"ses félicitations pour la motivation et l'engagement exceptionnel (!) dont nous avons fait preuve".**

Elle ne devrait sûrement pas s'en tirer si mal que cela sur le plan financier, puisque le chômage technique est payé en partie par les ASSEDIC, qu'elle est assurée et qu'elle a demandé une aide de l'Etat.

Les seuls à y laisser des plumes sont les travailleurs mis au chômage technique, puisqu'ils devront récupérer. Bien qu'il n'y ait encore aucune précision et que, vu l'état des lieux, cela ne semble pas immédiat, les discussions sur ce sujet sont de plus en plus nombreuses. La récupération n'enchante personne et à cela s'ajoute, de la part de tous les travailleurs, l'inquiétude croissante face aux problèmes de sécurité.

**Correspondant L.O.**

THOMSON

# Licenciements aux TEX

La direction de Thomson vient d'annoncer 194 licenciements aux Travaux Extérieurs (TEX), licenciements qui toucheront des équipes travaillant sur les centres de Saint-Denis, Bagneux, Vélizy, Gennevilliers.

Et il ne s'agit là que d'une première charrette, puisqu'il est déjà question de la chaîne travaillant pour le Crotale.

Depuis 1982, Thomson a licencié 26 000 travailleurs... Pour 1986, la direction estimait les bénéfices du groupe à deux milliards de francs, soit les salaires annuels de 20 000 travailleurs...

## *A PROPOS DE TROIS FILMS :*

# *"Dieu ne croit plus en nous", "Santa Fé", "Welcome in Vienna"*

Le film *Welcome in Vienna,* visible depuis quelques semaines dans les salles de cinéma parisiennes, dont nous avons déjà parlé dans ces colonnes, est la troisième partie d'une trilogie actuellement projetée intégralement au Théâtre des Amandiers, à Nanterre (le week-end uniquement).

### WELCOME IN VIENNA

*Welcome in Vienna* évoquait le retour en Europe de deux jeunes Juifs, l'un allemand et l'autre autrichien, sous l'uniforme de l'armée américaine au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Freddy Wolff refusait de se compromettre dans ce que lui proposait la société autrichienne, qui se reconstruisait sur les bases de la corruption, issue du marché noir, et de l'antisémitisme. Alors qu'Adler, lui, abandonnait ses idéaux communistes pour une carrière à la tête d'un théâtre où se réconciliaient la nouvelle génération de comédiens, avides de jouer un peu à n'importe quel prix, et les anciens vieux professionnels qui tâchaient de faire oublier, sans trop de difficultés, leurs anciennes attaches avec le nazisme.

Le film évoquait, bien sûr, le destin de l'Autriche. Mais quelques épisodes, comme la rencontre entre Adler et une représentante des autorités soviétiques, dont le mari, juif et communiste, avait été assassiné en 1938 par les staliniens, laissaient entendre que les auteurs de ce film, Axel Corti et Georg Troller avaient des idées non seulement sur la façon dont s'était reconstruite l'Autriche d'après-guerre, mais plus généralement sur les années qui avaient conduit l'Europe de l'échec de la révolution prolétarienne au nazisme et à la guerre, et scellé pour des années le destin des peuples d'Europe.

Les deux premiers films confirment cette impression.

### DIEU NE CROIT PLUS EN NOUS

La première partie — *Dieu ne croit plus en nous* — évoque avec passion et émotion la fuite de tous ceux qui, au fur et à mesure des avancées du nazisme, entreprirent de s'exiler vers l'Ouest de l'Europe, puis vers les Etats-Unis pour les plus chanceux. En tête de cet exil, des Juifs, bien sûr — nous partageons ici la vie d'une poignée de Juifs viennois — mais aussi des antinazis, dont les plus conscients sont ceux qui ont compris que, si le danger vient d'Hitler, la politique menée par Staline, en trahissant la cause du prolétariat, a largement contribué à renforcer les nazis.

La fuite vers l'Ouest est une effrayante course d'obstacles. Il faut trouver des visas, des appuis, marchander des secours, avoir des alliés. Il faut pousser beaucoup de portes avant qu'une ne s'ouvre. Mais tous ces exilés, aux origines diverses et aux préoccupations si différentes quelques années auparavant, finissent par se souder entre eux, commentant avec lucidité l'avancée des troupes hitlériennes et la complicité stalinienne. Et cette solidarité est nécessaire pour se heurter à l'administration bornée et complice des "démocraties"... comme la France.

Axel Corti, à l'aide d'une foule de détails concrets, laisse le spectateur réfléchir et se faire une idée lui-même sur tous ces hommes embarqués dans un des moments les plus douloureux de l'histoire de ce siècle. Il y a des gens bien, des salauds, mais aussi des hommes qui peuvent passer, au gré des circonstances, d'une catégorie à l'autre, comme ce flic viennois qui, après avoir tenu des propos antisémites, donne son adresse à un jeune Juif.

### SANTA FÉ

C'est dans le deuxième film, *Santa Fé,* que l'on fait connaissance de Freddy Wolff, que l'on retrouvera dans la troisième partie sous l'uniforme américain. Freddy a réussi à passer aux Etats-Unis où il cherche sa place dans la communauté des Juifs exilés.

Il y rencontre beaucoup de personnages dont les destinées additionnées donnent la mesure de l'extraordinaire désastre que fut pour les peuples d'Europe la barbarie nazie : l'homme qui rêve d'avoir une conversation avec sa fille restée à Budapest et membre des jeunesses hitlériennes ; l'ancien écrivain devenu épicier et qui meurt dès qu'il a à nouveau l'occasion d'écrire ; le chirurgien clochardisé parce que désormais ses mains tremblantes le trahissent ; la femme brisée par l'abandon de son mari qui a choisi de collaborer avec les nazis ; la rescapée de Buchenwald qui ne veut plus parler.

Alors on ne peut que souhaiter à ces films une diffusion

moins confidentielle car ils parlent avec chaleur, intelligence et force de notre siècle, de notre histoire et de nous tous.

**Jacques FONTENOY**

Les 31 janvier et 1er février ; 7 et 8 février ; 14 et 15 février au Théâtre des Amandiers, 7 avenue Pablo Picasso, 92000 Nanterre (RER Nanterre-Université et navette gratuite vers le théâtre).

Horaires : 15 h : Dieu ne croit plus en nous ; 17 h 30 : Santa Fé ; 20 h 30 : Welcome in Vienna, qui se joue par ailleurs au cinéma Saint Germain Studio (5e).

## *"L'étrangère"*

En 1939, Laura Meister a 15 ans. Ses parents ont fui avec elle l'Allemagne nazie, pour se réfugier en Angleterre.

Mais, dès son entrée au collège, l'adolescente est rejetée par une partie de ses camarades, pour qui elle représente l'étrangère, venue d'un pays ennemi, qui plus est. Mais elle saura y trouver aussi la solide amitié de Patience.

Par la suite, elle se fait respecter et mieux accepter. Mais comment être une petite collégienne comme les autres, alors que s'édifie, à un bout du collège, un camp de prisonniers allemands ?

Le père de Laura est victime des mesures qu'ont prises toutes les "démocraties" durant la guerre : il est interné administrativement dans un camp où, pêle-mêle, nazis, Juifs, et réfugiés anti-nazis, sont enfermés en tant qu'Allemands.

Son père étant arrêté et sa mère déclinant, c'est la jeune Laura qui aura à prendre seule en charge sa propre vie et celle de ses proches.

A travers les difficultés, elle saura se forger une solide personnalité.

Plus qu'une dénonciation de la xénophobie, qui reste à l'arrière-plan, c'est la victoire de cette jeune fille sur les difficultés et les mesquineries de la vie qui constitue le thème de ce film.

Le personnage de Laura, ainsi que celui de sa meilleure amie Patience, sont très attachants, et la peinture du collège anglais, côté filles, est très colorée.

**Philippe AVRIL**

## *"La mouche"*

Un savant qui se laisse aller à l'impatience et à l'emportement, un soir de déception sentimentale abondamment arrosé, risque bien des embêtements : telle pourrait être la morale de ce film de science-fiction dont le héros, Seth, est un biologiste passionné ayant mis au point un engin inquiétant permettant de transporter n'importe quoi d'un endroit à un autre... sans le déplacer. De quoi, comme le dit Seth, révolutionner les transports... à condition que ça marche au poil près. Sinon, attention aux métamorphoses !

Ce fameux soir de déprime, le savant se soumet lui-même un peu vite à l'expérience, sans s'apercevoir qu'une mouche s'est glissée inopinément avec lui dans la machine infernale. A l'arrivée, en fait de savant, on a un savant mélange d'homme et de mouche ! Peu apparent au début, même si Seth se met à crapahuter allègrement au plafond de son labo, le mélange donne peu à peu un précipité pas triste du tout, surtout pour sa petite amie !

Bien fait, bien joué, même si cela ne vaut pas toute la publicité tapageuse qui lui est faite, le film fait monter progressivement la tension jusqu'à une fin qui n'a rien d'une "happy end". Mais, après tout, il n'avait qu'à boire du jus d'orange et à ne pas être jaloux !

**L.P.**

## *sélection ciné*

*Dans les salles parisiennes*

### BONS BAISERS DE LIVERPOOL

Elaine, une jeune chômeuse de Liverpool, tombe amoureuse d'un marin russe et veut le rejoindre en URSS. Ses parents, et les autorités anglaises, s'y opposent. A travers cette histoire de prince charmant, ce film est une peinture corrosive de l'Angleterre du chômage ; la jeunesse britannique lui a, paraît-il, fait un triomphe.

**3 Luxembourg 6e (VO) Elysées Lincoln 8e (VO)**

### ROSA LUXEMBURG de Margarethe Von Trotta

La vie d'une des grandes figures du socialisme international, l'une des rares à être restée fidèle à l'internationalisme prolétarien lors de la première guerre mondiale.

**Cinoches 6e (VO).**

### MISSION de Roland Joffé

Au 17e siècle, les Indiens Guaranis, encadrés par des missionnaires, sont livrés par l'Ordre des Jésuites aux troupes espagnoles et portugaises. Un plaidoyer pour une certaine forme de société communiste chrétienne et primitive... Des images splendides.

**Forum Orient Express 1er (VO), Impérial 2e, Lucernaire 6e (VO), Georges V 8e (VO), 7 Parnassiens 14e (VO), Saint-Germain Huchette 5e (VO).**

# "Galilée, le messager des étoiles"

La nouvelle collection Découvertes Gallimard présente sous une forme attrayante, abondamment illustré en couleur, très clair et bien mis en page, un petit livre sur Galilée accessible à tous.

Galilée (1564-1642) est resté célèbre pour avoir défendu publiquement les idées, précédemment avancées par l'astronome Copernic en 1543, selon lesquelles la Terre n'est qu'une planète tournant autour du Soleil, et pour avoir affirmé que cela remettait complètement en cause l'ancienne conception du monde.

Passionné de toutes les techniques, il pointa la lunette, alors nouvellement inventée, vers le ciel pour y chercher des vérifications à ses théories, et les trouva. C'est la naissance de la science moderne.

Mais *Galilée, le messager des étoiles* retrace surtout le combat de Galilée contre l'Eglise. Galilée, comme la quasi-totalité des hommes de son époque, ne remettait pas en cause l'existence de dieu. Mais il était persuadé que cela pouvait s'accommoder avec la recherche et la publication de la vérité, même si celles-ci remettaient en cause certaines affirmations contenues dans la Bible.

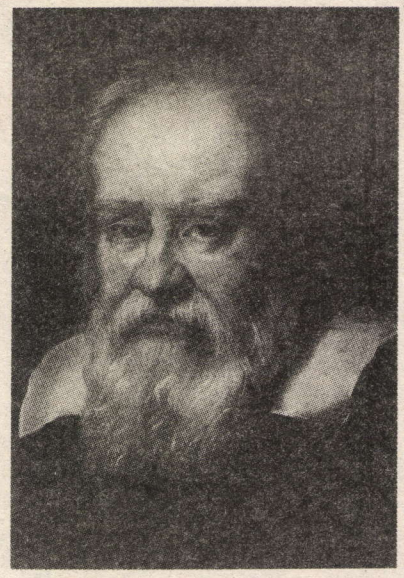
En fait, l'Eglise admettait les idées nouvelles tant qu'elles ne dépassaient pas les limites d'un petit cercle d'initiés. Galilée eut le tort, à ses yeux, de vouloir les faire passer dans les connaissances communes de l'époque.

Ses ouvrages étaient imprimés à des tirages importants pour l'époque (son *Dialogue sur les deux principaux systèmes du monde* fut tiré à 500 exemplaires, qui s'arrachèrent en quelques jours). Il tenait à les écrire en italien, la langue commune, et non en latin comme c'était l'usage dans les traités scientifiques de l'époque, et veillait à exposer les nouvelles conceptions sous une forme accessible à tous ceux qui pouvaient en avoir connaissance.

*Galilée faisant une démonstration de sa lunette devant des sénateurs vénitiens.*

Le 21 juin 1633, Galilée comparaît devant les juges de l'Inquisition à Rome. Il a alors 70 ans. Il est connu de tout le monde cultivé de l'époque. Pourtant, il est au banc des accusés. L'accusation précise : *"La proposition que le Soleil soit le centre du monde et immobile d'un mouvement local est absurde et fausse en philosophie, et formellement hérétique, pour être expressément contraire à la Sainte Ecriture"*.

Pour avoir émis la même hypothèse, le philosophe Giordano Bruno avait été brûlé vif trente-trois ans auparavant. En 1616, l'Inquisition avait déjà rendu un décret interdisant à Galilée de professer publiquement les idées de Copernic. Galilée n'en avait pas moins, plus que jamais, poursuivi ses publications. Le procès de 1633 ne fut en rien une affaire personnelle entre le pape et Galilée, ni une regrettable méprise, comme certains historiens ont tenté de l'expliquer. Le pape au contraire, tant qu'il n'avait été que cardinal, s'était intéressé aux idées nouvelles et avait été bienveillant envers Galilée. Mais en tant que pape, c'est-à-dire en tant que dirigeant de l'Eglise, il le condamna. La société traditionnelle issue du Moyen Age



partait en débandade à l'époque. La Renaissance faisait pousser partout les idées nouvelles qui faisaient craquer le carcan des idées traditionnelles. L'Eglise était alors l'un des principaux organismes de conservation sociale. C'était l'époque de l'Inquisition.

Galilée fut obligé d'abjurer les idées qu'il avait affirmées toute sa vie. C'est à ce prix qu'il évita la torture. Placé en résidence surveillée, il n'en continua pas moins à faire passer des manuscrits en Hollande pour y être publiés, des pages que les physiciens actuels considèrent comme fondant les bases de la physique.

Ce petit livre s'attache avec succès à faire revivre le combat de cet homme qui, au mépris des risques encourus, des conseils de prudence, ne put se taire. Un de ces hommes grâce auxquels l'histoire avance.

**Philippe AVRIL**

## Sélection télé

**SAMEDI 31 JANVIER**

**15 h 15 — FR3. Tout est bien qui finit bien,** comédie de Shakespeare, en version originale sous-titrée. Comment une roturière réussit à faire remplir ses devoirs conjugaux à son noble époux, malgré lui.

**22 h 10 — TF1. Droit de réponse,** émission de Michel Polac. Les invités, des écrivains, des journalistes, sont réunis pour parler de Malraux, Léautaud, Aragon, Céline et Sade.

**0 h 20 — TF1. Les incorruptibles.** Rediffusion de la célèbre série américaine sur les temps de la prohibition.

**DIMANCHE 1 FÉVRIER**

**17 h 55 — FR3. Splendeur sauvage,** série de Frédéric Rossif. **Le regard du singe.**

**19 h — TF1. Sept sur sept,** magazine d'actualités de la Une. Pour sourire un peu avec l'invité : le comte de Paris !

**20 h 30 — TF1. Mort d'un pourri,** film politico-policier de Georges Lautner, avec Alain Delon. Une dénonciation de la violence et de la corruption dans les milieux politiques.

**20 h 35 — FR3. Les géants de la musique : Karl Boehm.** Le **Requiem** de Mozart, enregistré en 1972 à Vienne par un chef prestigieux et des chanteurs de tout premier plan.

**22 h 30 — FR3.** Cinéma de minuit : **La femme du prêtre,** un film de Dino Risi. Sophia Loren tombe amoureuse d'un prêtre. Il est vrai que c'est Mastroianni.

**LUNDI 2 FÉVRIER**

**19 h 55 — Canal +** (en clair) — **Objectif nul,** nouveau feuilleton humoristique quotidien de 7 minutes. Humour noir, satire des publicités, ça peut changer du ton habituel.

**20 h 35 — FR3. Un homme à ma taille.** Un film récent (1983). Une jeune Allemande francophile débarque à Paris. Une satire des comportements des Français.

**22 h 30 — FR3. Inventaire des campagnes.** Deuxième émission : **Les toits et les foyers.** Les habitations rurales, adaptées aux régions et à l'activité des hommes.

**MARDI 3 FÉVRIER**

**20 h 30 — A2. Les dossiers de l'écran** avec le film : **Le prix du danger,** avec Gérard Lanvin, Michel Piccoli. Un jeu télévisé qui consiste à traquer un homme pour l'abattre. Une satire-choc signée Yves Boisset.

**20 h 35 — FR3. La dernière séance.** Soirée Western avec **Coups de feu dans la sierra,** de Sam Peckinpah. Les héros ont pris un coup de vieux...

**22 h 20 — TF1. L'Australie,** troisième émission, consacrée aux chercheurs d'opale, qui cherchent fortune en fouillant la terre du désert.

**MERCREDI 4 FÉVRIER**

**20 h 30 — TV6. Sixties,** un pot-pourri de documents, d'émissions et de "tubes" des années 60.

**21 h 45 — A2.** Patinage artistique. Championnats d'Europe, libre couples, retransmis de Sarajevo.

**21 h 55 — FR3. Thalassa.** Au Pakistan, pour une bouchée de pain, des milliers de ferrailleurs désossent les pétroliers géants mis à la réforme.

**JEUDI 5 FÉVRIER**

**22 h 05 — TF1. Infovision,** avec notamment un reportage sur le Nordeste du Brésil par des journalistes accompagnés du professeur Minkovski, médecin français. Les conséquences désastreuses de la sécheresse... et du capitalisme.

**VENDREDI 6 FÉVRIER**

**21 h 20 — A2. Apostrophes,** de Bernard Pivot. Avec Françoise Sagan : "les livres du mois".

**22 h 45 — A2. L'amour d'une femme,** un film de Jean Grémillon (1953) avec Micheline Presles. Les difficultés d'une jeune femme à se faire admettre comme médecin dans un patelin, et à vivre sa vie.

## *QUELQUES ROMANS POLICIERS*

### "Au balcon d'Hiroshima"

Mars 1945. Deux truands français, libérés de prison à la faveur d'un bombardement, entreprennent — après un bref passage par la "Résistance", histoire de se blanchir — de rechercher un certain Roro des Amandiers, leur complice d'un "gros coup" d'avant-guerre, qu'ils supposent avoir embarqué le magot.

Il se fait que Roro, c'est carrément au Japon qu'il s'est entre-temps reconverti, dans les machines à sous. On l'y trouve dans un Tokyo en flammes, sous les bombes incendiaires de l'armée américaine. *"Comme en toute guerre bien cogitée, on épargnait l'égal, on exterminait l'innocent"*, commente Amila. Les collègues de Roro finiront pas lui mettre la main dessus, mais ce sera en août 1945, non loin d'Hiroshima, où les militaires japonais les ont internés avec divers autres Européens.

Et là, si nos tristes héros restent certes de parfaites crapules, ils font désormais figure de petits entrepreneurs du crime, minables et dépassés, dans un univers hallucinant où le meurtre relève de l'industrie de masse... Il s'agit bien d'une histoire de Série très, très noire...

**C.L.G.**

Au Balcon d'Hiroshima, *de Jean Amila, Série Noire (Gallimard), 177 pages.*

### "Le facteur Crésus"

Howard Fast, qui a écrit de nombreux romans policiers sous le pseudonyme de Cunningham, met cette fois en scène un policier newyorkais honnête et cultivé qui se trouve mêlé à une série de meurtres impliquant des milieux politico-financiers.

Harry Golding apprend donc, entre autres, comment aux Etats-Unis on peut devenir propriétaire d'une importante société sans laisser aucune trace de son identité, le plus légalement du monde; d'où vient l'argent d'un riche philanthrope, argent qui sert bien sûr aussi à soutenir des politiciens: de l'exploitation d'un pays baptisé Santa Marina et de la cocaïne...

Le facteur Crésus **de E.V. Cunningham, Série Noire (Gallimard), 308 pages.**

### "Du feu pour le Grand Dragon"

Ky est le pseudonyme de Horst Bosetky, un auteur allemand assez connu, nous dit-on, dans son pays. Au travers des péripéties d'un roman classé dans le genre "policier", il évoque les rapports entre les habitants de Berlin et les Turcs, la plus forte communauté immigrée de là-bas.

Ce roman a bénéficié de bonnes critiques dans plusieurs journaux français, du **Monde** à **Rouge.** Il est vrai qu'il compte bien des notations intéressantes sur les réactions racistes de la population, sur la mentalité des intellectuels qui s'occupent des "immigrés" en particulier, sur la vie de ces immigrés aussi. Seulement, le ton quelquefois méprisant avec lequel Ky parle des uns et des autres est déplaisant. Et surtout, pour le lecteur français, le problème c'est d'être souvent incapable de reconnaître à quel moment Ky, pour les besoins de son intrigue, passe de la description romancée de la réalité à l'exagération et à l'invention...

Du feu pour le Grand Dragon **de Ky, L'Instant Noir, 215 pages, 59 F.**

INTERNATIONAL

PHILIPPINES

# NOUVEL ÉCHEC D'UN COUP D'ÉTAT

# Derrière Aquino, Ramos se renforce

Mercredi 28 janvier, deux cents soldats rebelles occupaient encore la station de radio GMA7 à Manille, prétendant agir *"pour protéger la démocratie"* contre une éventuelle prise du pouvoir par les communistes. Avec, stationnnée autour, l'armée "loyale", sous les ordres du chef d'état-major, le général Ramos, attendant leur reddition.

L'armée face à l'armée : tout un symbole de la fragilité du pouvoir de Cory Aquino, qui dépend finalement du bon vouloir des militaires.

C'est en effet la quatrième tentative de putsch depuis juillet 1986. C'est la deuxième fois en 3 mois que Ramos sauve la mise d'Aquino : le 23 novembre dernier, en effet, il avait mis fin au coup de force du ministre de la Défense, Juan Ponce Enrile, qui avait dû démissionner.

Cette fois encore, Ramos s'est montré "loyal" au gouvernement légal de Cory Aquino qui bénéficie encore d'une certaine popularité et, pour cette raison même, du soutien des Etats-Unis, expressément réitéré dès le début de la tentative de putsch.

## CORY AQUINO : UN PARAVENT DEMOCRATIQUE

Il y a un an, quand les Etats-Unis ont lâché Marcos, c'est bien parce qu'ils étaient conscients que la dictature était devenue un facteur d'instabilité politique permanente. En quelques années, la guérilla de la NPA, Nouvelle Armée Populaire, sous la direction du Parti Communiste Philippin, avait grandi jusqu'à compter 20.000 membres et contrôlait une grande partie des campagnes. Dans les villes, les travailleurs, qui avaient vu leur niveau de vie réduit d'un tiers en trois ans, venaient grossir les rangs du KMU (Mouvement du Premier Mai), syndicat lié au PC, et multipliaient les grèves.

Les Etats-Unis lâchaient donc Marcos au profit d'Aquino, une grande bourgeoise anticommuniste et toute dévouée aux intérêts de l'impérialisme américain, dont la popularité permettait d'espérer une relative stabilisation du régime. Bénéficier de la confiance de la population et de la neutralité relativement bienveillante de l'opposition, PC compris, c'était tout de même le meilleur moyen, sinon de résoudre les problèmes, du moins de faire patienter la population en lui promettant pour l'avenir des changements graduels.

## DES PROBLEMES NON RESOLUS

Et si pour le moment l'obstacle de la dictature a été levé, si les Philippins des classes pauvres bénéficient d'une certaine liberté d'expression et d'organisation — liberté d'ailleurs limitée par la réaction des militaires des plus ultras qui ont conservé leurs réflexes du temps de Marcos, comme en témoigne la fusillade du jeudi 22 janvier — les problèmes fondamentaux n'ont pas été résolus.

Et d'abord la réforme agraire. Après cette fusillade, qui a fait 18 morts et une centaine de blessés, une nouvelle manifestation de paysans, le lundi 26 janvier, a reçu le soutien de Cory Aquino. La présidente a rencontré Tadeo, le leader du KMP, syndicat paysan lié au PC, et a promis de recevoir des représentants des paysans pour discuter de leurs propositions. Cela lui a peut-être permis de rétablir le contact avec les leaders paysans, qui ont reconnu qu'elle était pleine de bonne volonté mais *"isolée du peuple par les barrages militaires"*. Mais cela ne donne pas plus de terres aux paysans. Ils réclament48.000 hectares saisis aux complices de Marcos, la confiscation des grands domaines. Aquino leur offre une réforme graduelle sur deux ans. Pour le moment, des lopins ont été distribués à 6.000 fermiers et l'entourage de la présidente laisse entendre qu'elle serait prête à distribuer tout ou partie de sa grande plantation familiale de canne à sucre. Mais il y a 39 millions de paysans. La chute du cours du sucre n'a fait qu'empirer la situation des paysans pauvres et des ouvriers agricoles et ce n'est pas un hasard si les troupes du KMP se recrutent surtout sur les plantations de canne à sucre de l'île de Negros. En face d'eux, ils trouvent une poignée de grands propriétaires, farouchement hostiles au partage des terres, qui à Negros par exemple accepteraient au maximum de céder quelques terres en friches depuis des années, et auxquels Cory Aquino ne peut ni ne veut imposer quoi que ce soit.

Dans les villes, la misère est toujours aussi grande : on compte 2,2 millions de sans-logis à Manille ; 15% de la population est au chômage permanent et 45% est sous-employée ; les deux tiers, soit 37 millions d'habitants, vivent en dessous du seuil de pauvreté. Mais Aquino, femme d'affaires et défenseur du capitalisme libéral, n'a aucunement l'intention de s'en prendre à la bourgeoisie philippine.

Quant au second problème, celui de la guérilla, Aquino ne l'a pas résolu davantage. La trêve avec la NPA, Nouvelle Armée du Peuple, se termine le 10 février, mais les négociations avec les envoyés du FND, Front National Démocratique, sont d'ores et déjà rompues. Les négociateurs, qui ont par ailleurs reçu des menaces de mort, accusent le général Ramos de mauvaise foi et de violation du cessez-le-feu : 350.000 personnes auraient été chassées de leurs villages dans le nord du pays, à Luzon ; dans le centre, l'armée aurait mené des actions contre la NPA. Et le porte-parole du FND, Luis Jalandoni, interviewé par *L'Humanité* du 27 janvier, a précisé : *"Le FND rejette le projet de Constitution, ses dispositions favorisant les propriétaires terriens féodaux et les USA. (...) En ce qui concerne la trêve, à moins de sérieuses améliorations, y compris la démission de Ramos, le Front Démocratique ne sera pas en mesure de continuer à appliquer le cessez-le-feu"*.

(AFP)

*Le général Ramos (2e en partant de la droite) au temps pas si lointain où il faisait partie de l'état-major du dictateur Marcos.*

## VERS L'AFFRONTEMENT

La situation semble donc de plus en plus dans l'impasse et chaque pas en avant est un pas de plus vers l'affrontement.

Sur le devant de la scène : Aquino qui, pour le moment, par des promesses, des discours, des négociations de plus en plus problématiques, c'est-à-dire par des mots, tente de calmer l'impatience des pauvres, pour mieux sauvegarder les intérêts des possédants et de l'impérialisme américain.

Derrière : l'armée dont une partie — les plus ultras — tente périodiquement un coup de force, prématuré pour le moment, mais qui, en la personne de Ramos, attend son heure et le feu vert du gouvernement américain pour venir au pouvoir.

En face : des millions de pauvres qui font encore confiance à Aquino et qu'aucun parti ne prépare à l'affrontement dont l'armée fait peser la menace. Car chaque tentative de coup d'Etat qu'il déjoue rapproche un peu plus Ramos du pouvoir.

**Sylvie MARECHAL**

CEE-USA

# La guerre des gangs

L'entrée dans la Communauté Economique Européenne de l'Espagne et du Portugal menaçait les exportations américaines vers ces pays, du fait de la règle de la préférence communautaire en vigueur au sein de la CEE. Conclusion : les Etats-Unis avaient décidé, en rétorsion, de taxer de 200% les importations aux Etats-Unis de cognac, vin blanc, gin et fromage... On en tremblait : les riches Américains allaient-ils continuer à se saouler français (et anglais) à de pareils prix ?

Mais l'Europe a cédé : au mépris de ses propres règles, la CEE a quasiment réservé les deux tiers du marché espagnol de céréales aux Etats-Unis pour quatre ans. En prime, pour que l'agriculture française, traditionnellement exportatrice, ne soit pas la seule à en faire les frais, les droits communautaires sur l'importation de certains produits industriels américains seront baissés — comme ça, l'Allemagne trinquera un peu aussi.

Les négociations agricoles entre la CEE et les Etats-Unis sont, bien sûr, une nouvelle illustration de la guerre commerciale qui régit les échanges internationaux et qui consacre évidemment la loi du plus fort.

Cet épisode se situe dans un domaine particulièrement sensible, celui de la production agricole. L'Europe et les Etats-Unis croulent sous les excédents. Et, pour que les fameuses lois du marché chères aux libéraux n'entraînent pas un effondrement des prix, on stocke à grands frais, on instaure des quotas, on préconise le gel des terres... Tout cela pour tenter de maîtriser l'"offre" qui est beaucoup plus importante que la "demande"...

Car les affamés du monde, les deux tiers de l'humanité, ne font pas partie de cette "demande" : ils n'ont pas d'argent... Pas plus que les pauvres des pays riches, qui ont simplement droit à quelques distributions gratuites au cœur de l'hiver. Que l'on soit capable de produire de quoi nourrir l'humanité entière est uen mauvaise chose pour les bénéficiaires de l'économie de marché, les capitalistes, puisque la majorité des consommateurs potentiels ne font pas partie du marché capitaliste...

L'évolution des sciences et des techniques pousse la production, mais les lois du marché la freinent. Et cette situation engendre une guerre féroce entre concurrents capitalistes. *"Le but des Etats-Unis doit être tout simplement d'éliminer nos concurrents sur le marché international. Nous nous trouvons aujourd'hui dans une guerre d'exportations, et il nous faut utiliser tous les outils à notre disposition pour couper l'herbe sous le pied de nos concurrents"*, déclarait il y a quelques semaines un sénateur américain.

Couper l'herbe sous le pied... L'image est juste : le carcan dans lequel l'économie de marché enferme les forces productives engendre la diminution volontaire de la production.

**J.J.F.**

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995